



# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## LICENCIEMENTS PAR MILLIERS, CHÔMAGE, AUSTÉRITÉ

# Une seule classe ouvrière ! Un seul combat !

Depuis le mois de janvier, les bobards racontés par la classe dominante sur la "bonne santé de l'économie" et le "bon moral des Français" n'ont cessé d'être ouvertement contredits par les faits. Des faits criants de vérité : le capitalisme est bel et bien en crise et les bourgeois sont bien obligés aujourd'hui de le reconnaître. La seule chose que ce système capitaliste soit capable de faire, ce n'est pas

d'apporter de plus en plus de "prospérité" à l'espèce humaine -comme on essaie encore de nous le faire croire-, mais au contraire toujours plus de misère et de chômage, toujours plus de barbarie guerrière. Et, pour ceux qui se révoltent, la répression la plus bestiale, comme en Algérie où les récents événements nous donnent aujourd'hui un avant-goût de ce qui arrivera ici lorsque

le prolétariat se soulèvera face à l'Etat bourgeois. Voilà le vrai visage du capitalisme.

Et le seul moyen qu'ait ce système de "gérer" sa crise, c'est de taper toujours plus fort sur ceux qu'il exploite : les salariés, les prolétaires, ceux qui travaillent pour un toujours plus maigre salaire et dont c'est pourtant le travail qui fournit l'essentiel de la richesse so-

cial. Derrière leurs discours hypocrites, l'Etat et son gouvernement sont, dans tous les pays, les principaux orchestrateurs de ces attaques anti-ouvrières. En France, sous couvert de "réduction du temps de travail", le gouvernement de la gauche plurielle a réussi à imposer partout une aggravation des conditions de travail et des pressions toujours plus fortes sur les salaires. C'est

encore lui, en parfaite complicité avec le patronat, qui organise les réductions de remboursements de sécurité sociale, l'attaque contre les chômeurs, les menaces de plus en plus précises sur les retraites, etc.

Jusqu'à présent, c'est par petits paquets que la bourgeoisie et son Etat ont réussi à faire passer leurs attaques contre les conditions d'existence des prolétaires. Ainsi, la mise en place des accords de RTT et leur cortège d'aggravation des conditions de vie s'est faite, non seulement branche par branche mais même boîte par boîte. Dans une entreprise "publique" comme la Poste, c'est ville par ville et même bureau par bureau qu'on a mis en oeuvre les "réorganisations" liées aux 35 heures. Ce qui fait que la riposte, malgré le fait qu'elle n'a épargné aucun secteur, privé comme public, s'est trouvée d'entrée éparpillée, saucissonnée et donc impuissante. Ceci avec l'active complicité des syndicats qui ont tout fait pour maintenir ces luttes dans l'isolement.

Mais aujourd'hui la nouvelle plongée dans la crise économique ne permet plus à la classe dominante de déguiser ses attaques derrière de prétendues "mesures sociales", ni de les présenter comme quelque chose de spécifique, s'attaquant à tel ou tel "corporatisme" ou "privilegé" (!) particulier, ni même de les étaler dans le temps. Non. Les annonces à répétition de "plans sociaux" (hypocrite vocable pour désigner les charrettes de licenciements) de ces derniers mois, à Danone, AOM-Air Liberté, Marks & Spencer, Pechiney, Motorola, Valeo, Moulinex, Bosch, Alstom, et derniers en date Philips et Alcatel, ne sont plus des attaques isolées contre telle ou telle catégorie ouvrière. C'est une offensive directe, frontale, avouée, contre la classe ouvrière toute entière. Et cela ne se passe pas seulement en France mais en même temps, dans tous les pays, et notamment dans tous les pays les plus développés de la planète. Plus encore, aujourd'hui, chaque prolétaire peut d'ores et déjà se douter, même

## ALGERIE

### Répression sauvage, misère, corruption Le vrai visage de l'Etat capitaliste

Loin de lui permettre de circonscrire le mouvement de protestation qui secoue le pays depuis deux mois maintenant, la brutalité de la répression policière dont a fait preuve l'Etat algérien, a servi de catalyseur à la révolte (1). Ce mécontentement a culminé avec la manifestation monstre du jeudi 14 juin. Celle-ci a réuni plus d'un million de manifestants dans les rues d'Alger, venus d'un peu partout, surtout des régions de l'Est de l'Algérie, et pas seulement de Kabylie. Jamais une telle manifestation ne s'était produite en Algérie depuis 1962. De nouveaux affrontements avec les forces de l'ordre ont alors fait plusieurs morts et des centaines de blessés. Les unités de police anti-émeutes ont chargé avec du gaz et des canons à eau mais surtout elles ont tiré avec des grenades explosives et des balles réelles.

Entre avril et mai, il y eût 52 morts et 1300 blessés, certains d'entre eux arrachés des hôpitaux par la police pour parachever la répression. Depuis, la révolte a pris la forme d'un mouvement tellurique secouant toute la société algérienne, alternant émeutes et manifestations massives, surgissant dans la moindre faille du dispositif policier, d'un bout à l'autre du pays, débordant largement le cadre de la revendication berbérophone dans lequel les médias bourgeois, français notamment, aimaient à nous décrire les événements.

#### Les raisons de la colère

C'est la mort d'un lycéen tué par balles dans une caserne de gendarmerie en Kabylie qui avait mis le feu aux poudres le 18 avril. On peut d'ailleurs se demander si la "raison politique" de cette provocation policière ne réside pas une nouvelle fois dans les luttes intestines des fractions de la bourgeoisie algérienne qui ravagent les coulisses de l'Etat depuis des lustres. Quoi qu'il en soit, si cette explosion de colère a trouvé son détonateur dans une répression aussi

absurde que barbare, elle se nourrit essentiellement d'une exaspération sociale qui est à son comble. C'est avec cette phrase terrible que les jeunes décrivent leur existence : " nous sommes déjà morts ", dans un pays où plus de 70 % de la population a moins de 35 ans et le chômage dépasse largement les 30 % !

"Du travail !" a été la première des revendications des manifestants : "Parmi les revendications..., l'accès à un emploi figurait en tête de liste. Ils sont de plus en plus nombreux à réclamer ce droit. C'est le motif de leur colère actuelle contre le système". Ce fléau touche près du tiers de la population : " En hausse de 4 % entre 1997 et 2000, selon le BIT (Bureau International du Travail), le taux de chômage est passé de 26,41 à 30,49 % " (El Watan 26 juin).

"A bas la misère !" la seconde grande revendication avec une pénurie qui hante les régions et s'abat sur les familles à tout moment : rationnements d'eau potable, coupures d'électricité, pénuries de denrées alimentaires de base, abandon des services de santé, caractérisent la vie quotidienne en Algérie où des milliers de pauvres sont transformés en mendiants jour après jour. En 1988, il y eût " la révolte de la semoule " à cause d'une brutale augmentation de prix des denrées de base. Cette révolte, réprimée par l'armée, fit plus de 500 morts. Depuis, la population algérienne non-exploiteuse n'a jamais pu connaître un semblant d'espoir de voir son sort s'améliorer. Le PNB par habitant est passé en dix ans de 3700 à 1600 dollars. Les couches non-exploiteuses d'Algérie sont en train de vivre un processus accéléré de paupérisation.

"A bas la Hogra !", aura été le troisième grand cri des manifestants qui, après deux années d'exercice du "providentiel" Bouteflika, ont vu la corruption se répandre avec toujours plus de mépris pour les besoins les plus élémentaires de la population.

"A bas la répression !" aura été enfin, le dernier grand cri du ras le bol de la société algérienne qui n'en peut plus d'étouffer sous la botte de l'appareil militaire et policier, véritable squelette de l'Etat capitaliste et embrassant dans une mortelle étreinte la moindre respiration de la vie sociale.

Malgré ces légitimes revendications un sentiment de détresse déchire tous les coeurs. Car, malheureusement, après deux mois d'explosion, nous ne voyons pas pointer dans ce mouvement ne serait-ce que l'embryon d'une affirmation prolétarienne indépendante, en termes de conscience et d'organisation, seule force qui pourrait donner à la colère de la rue un sens et une perspective.

#### Les forces en présence

Le régime algérien s'assimile à bien des égards aux Etats néo-staliniens qui fleurirent aux quatre coins de la planète dans la deuxième moitié du 20e siècle et dont la maison mère, l'URSS, se vautra à la fin des années 80 dans un océan de décomposition, d'anarchie politique, de corruption, de misère sociale, sans que le prolétariat n'ait pu trouver la force d'intervenir sur son terrain de manière indépendante.

Aujourd'hui, douze ans après, la situation n'a fait qu'empirer. Des années d'une guerre non déclarée entre le pouvoir militaire et les islamistes, faisant plus de 100 000 morts et des milliers de disparus, a terrorisé une population prise en otage entre deux blocs armés, utilisant une sauvagerie inouïe et bien programmée.

L'armée, véritable ossature du pouvoir, après avoir fait taire momentanément ses divisions (2), laisse Bouteflika assumer la responsabilité de la répression et de l'anarchie. Celui-ci, énième pantin de l'Etat capitaliste algérien, après quinze jours d'un pesant silence, n'a eu d'autre position que celle d'un zélé ser-

viteur de la bourgeoisie qu'il est : Appels au calme, à l'unité nationale, etc.

C'est aussi le cas de tous les politiciens embusqués derrière le bois, attendant le moment propice pour récupérer le mécontentement en faveur d'un "projet démocratique" susceptible d'alimenter le crédit politique de l'Etat, même si ce ne sera que pour quelques mois de plus.

On ne voit guère plus les islamistes, d'ailleurs bien intégrés dans les arcanes du pouvoir officiel. C'est bien une preuve de plus que cette manifestation particulièrement rétrograde du niveau de décomposition atteint par la société bourgeoise, n'étaient qu'une fausse réponse, fabriquée de toutes pièces (3), à la terrible dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière et des couches non-exploiteuses ces 12 dernières années.

En avril, on a beaucoup insisté sur les revendications régionalistes berbères : ce serait un mouvement pour la langue et la culture. Cela a obligé même un parti politique, le Rassemblement Culturel Berbère, à quitter le gouvernement Bouteflika pour avoir les mains libres pour "dénoncer la répression". Quant à l'autre parti bourgeois "démocrate", le Front de Forces Socialistes, il soutient

(SUITE PAGE 6)

(SUITE PAGE 5)

#### Dans ce numéro

##### XIVe Congrès du CCI

Bilan du du 14e Congrès ..... p. 2  
Résolution sur la situation internationale :  
II La descente dans la barbarie ..... p. 3

##### France

"Lutte Ouvrière", plus que jamais rabatteur de la gauche  
et des syndicats ..... p. 4  
Seule l'abolition du salariat en finira avec les licenciements ..... p.4  
Jospin trostkyste : le trotskysme reconnu par ses pairs ..... p. 5

##### Mémoire ouvrière

Il y a 130 ans, la Commune de Paris ..... p. 8

## Bilan du 14ème Congrès du CCI

Début mai 2001 s'est tenu le 14e congrès du Courant communiste international.

Comme pour toute organisation dans le mouvement ouvrier, le congrès constitue l'instance suprême du CCI. C'est l'occasion par excellence pour tirer un bilan du travail effectué depuis le précédent congrès et tracer les perspectives de celui à entreprendre pour la période qui vient.

Ce bilan et ces perspectives ne sont pas établis en "vase clos". Ils dépendent étroitement des conditions dans lesquelles l'organisation est amenée à faire face à ses responsabilités, et en premier lieu, évidemment, du contexte historique général.

Il appartient donc au Congrès de faire une analyse du monde actuel, des principaux enjeux des événements qui affectent la vie de la société sur le plan de la situation économique (dont les marxistes savent qu'elle détermine en dernière instance tous les autres aspects), de la vie politique de la classe dominante, et donc des conflits qui opposent les différents secteurs de celle-ci, et enfin sur le plan de la vie de la classe qui seule est en mesure de renverser l'ordre existant, le prolétariat.

Dans l'examen de la situation de ce dernier, il appartient aux communistes de se pencher sur l'état et les perspectives des luttes de classe à l'heure actuelle, du degré de conscience dans les masses ouvrières des enjeux de ces luttes, mais il leur appartient de se pencher également sur l'état et l'activité des forces communistes existantes qui sont une partie du prolétariat.

Enfin, et dans ce dernier contexte, le Congrès se doit d'examiner l'activité de notre propre organisation et de mettre en avant des perspectives lui permettant de faire face à ses responsabilités au sein de la classe.

Ce sont ces différents points qui seront abordés dans cet article de présentation de notre 14e congrès international.

### Le monde d'aujourd'hui

Nous avons commencé dans le dernier numéro de notre journal la publication de la résolution sur la situation internationale qui a été adoptée par le congrès et qui synthétisait les différents rapports qui lui ont été présentés ainsi que la discussion menée sur ces rapports. En ce sens, il est inutile de revenir sur chacun des aspects de la discussion qui s'est menée sur la situation internationale. Nous nous contenterons de rappeler le début de cette résolution qui établit le cadre des enjeux du monde actuel :

*"L'alternative à laquelle l'humanité est confrontée en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle est la même qu'au début du 20<sup>ème</sup> : la chute dans la barbarie ou le renouveau de la société par la révolution communiste. Les marxistes révolutionnaires, qui, durant la période tumultueuse de 1914-1923, insistèrent sur ce dilemme incontournable, auraient pu à peine imaginer que leurs héritiers politiques soient encore obligés d'y insister au début du nouveau millénaire.*

*En fait, même la génération des révolutionnaires "post 68" qui a surgi de la reprise des luttes prolétariennes après la longue période de contre-révolution commencée durant les années 20, ne s'attendait pas vraiment à ce que le capitalisme en déclin fût si habile à survivre à ses propres contradictions, comme il l'a prouvé depuis les années 60.*

*Pour la bourgeoisie, tout ceci est une preuve de plus que le capitalisme est*

*l'ultime et maintenant la seule forme de société humaine et que le projet communiste n'a jamais été rien de plus qu'un rêve utopique. La chute du bloc "communiste" en 1989-91 a apporté une apparence de vérification historique à cette notion, pierre angulaire nécessaire de toute l'idéologie bourgeoise. (...)* (Point 1)

Les générations futures regarderont sûrement avec le plus grand mépris les fausses justifications avancées par la bourgeoisie au cours de cette décennie; elles verront certainement cette période comme une période de cécité, stupidité, horreur et souffrance sans précédent. (...)

*Aujourd'hui, ce à quoi l'humanité doit faire face n'est pas simplement la perspective de la barbarie : la descente a déjà commencé et elle porte en elle le danger de saper toute tentative de future régénération sociale. Mais la révolution communiste, logiquement le point culminant de la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, n'est pas une utopie, contrairement aux campagnes de propagande de la classe dominante. Cette révolution demeure une nécessité requise par l'agonie mortelle du mode de production actuel, et en même temps représente une possibilité concrète, étant donné que la classe ouvrière n'a ni disparu ni été vaincue de façon décisive."* (Point 2)

En fait, une grande partie de chacun des documents présentés, discutés et adoptés pendant le Congrès (1) est consacrée à une réfutation des mensonges que la bourgeoisie déverse aujourd'hui autant pour se rassurer elle-même que pour justifier aux yeux des masses exploitées la survie de son système. Il en est ainsi parce que les analyses et les discussions des révolutionnaires sur la situation à laquelle ils sont confrontés n'ont pas pour autre objectif que d'aiguiller le mieux possible les armes du combat de la classe ouvrière contre le capitalisme. Le mouvement ouvrier a appris depuis longtemps que la plus grande force du prolétariat est, outre son organisation, sa conscience, une conscience qui s'appuie nécessairement sur une profonde connaissance du monde qu'il s'agit de transformer et de l'ennemi qu'il faut abattre. C'est pour cela que le caractère combattant des documents soumis au congrès et de ses discussions ne signifie nullement que notre organisation soit tombée dans la tentation de se contenter de l'affirmation de simples slogans dénonçant les mensonges bourgeois, au contraire. La profondeur avec laquelle les révolutionnaires abordent les questions est partie intégrante du combat qu'ils mènent. C'est une constante dans le mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle et demi mais qui revêt à l'heure actuelle une importance encore plus fondamentale. Dans une société entrée en décadence depuis la première guerre mondiale et qui aujourd'hui est en train de pourrir sur pied, la classe dominante est incapable d'engendrer la moindre pensée sociale cohérente ou rationnelle, encore moins dotée d'une quelconque profondeur. Tout ce qu'elle sait faire c'est de produire une multitude de gadgets idéologiques plus superficiels les uns que les autres, qu'elle présente évidemment comme des "vérités profondes" (la "victoire définitive du capitalisme sur le communisme", la "Démocratie comme "valeur suprême", la "mondialisation, etc.) et qui n'ont même pas l'avantage de l'originalité puisque leur prétendue "nouveau" se résume à des

habillages différents de vieilles platitudes éculées. Mais aussi nulle que soit la "pensée" bourgeoise d'aujourd'hui, elle parvient encore, à grands renforts de médias, à bourrer le crâne des prolétaires, à coloniser leur esprit. En ce sens, l'effort des communistes pour aller à la racine des choses n'est pas seulement un moyen pour comprendre du mieux possible le monde actuel, il constitue un contrepoison indispensable face à la tendance à la destruction de la pensée qui est une des manifestations de la décomposition dans laquelle s'enfoncent la société d'aujourd'hui. C'est pour cela qu'une des caractéristiques majeures des rapports préparés pour le congrès, et qui correspondait à une décision de l'organisation, était qu'ils ne se contentaient d'analyser les trois aspects essentiels de la situation mondiale - la crise économique, les conflits impérialistes, le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie, et donc la perspective de la lutte prolétarienne - mais qu'ils se penchaient sur la façon dont le mouvement ouvrier avait posé ces questions par le passé.

(1) Des extraits des rapports présentés au Congrès sont publiés dans la *Revue internationale* 106 et suivantes.

Une telle démarche était d'autant plus importante, à l'heure où commence un nouveau siècle, que toute une série de caractéristiques de la situation mondiale ont été bouleversées au cours de la dernière décennie du siècle passé.

A la fin de 1989, le bloc de l'Est s'est effondré comme un château de cartes provoquant non seulement une remise en cause complète des alignements impérialistes qui étaient sortis de Yalta en 1945 mais aussi un profond recul de la classe ouvrière confrontée aux formidables campagnes sur "la faillite du communisme". De tels bouleversements exigeaient évidemment de la part des révolutionnaires une actualisation de leurs analyses, et c'est ce que notre organisation a fait au fur et à mesure que se produisaient ces événements. Cependant, nous avons jugé utile de revenir encore sur les implications des formidables événements qui se sont déroulés à la fin de 1989, et particulièrement sur deux aspects :

- les manifestations des antagonismes impérialistes dans une situation où n'existe plus un partage du monde en deux blocs comme c'était le cas depuis la fin de la seconde guerre mondiale ;
- la notion de cours historique à une époque où, du fait de la disparitions des blocs, une nouvelle guerre mondiale ne peut être à l'ordre du jour.

La plus grande clarté sur ces questions était d'autant plus indispensable qu'il existe aujourd'hui sur elles pas mal de confusion parmi les organisations de la Gauche communiste. C'est aussi à ce type de confusions, qui sont en fait des concessions aux thèmes idéologiques de la bourgeoisie, que répondaient les rapports et la résolution adoptés par le congrès. En particulier, ces différents documents :

- réfutaient l'idée qu'il puisse exister une "rationalité" économique comme cause fondamentale des guerres qui se déchaînent à l'heure actuelle (Point 9 de la résolution) ;
- mettaient en avant que "le cours historique vers des confrontations de classes massives, ouvert par la vague internationale de luttes des années 1968-72, ne s'est pas inversé. La classe ouvrière a prouvé qu'elle était une barrière contre la guerre mondiale. Et bien que subsiste le danger que le processus de décomposition le plus insidieux pourrait submerger la classe sans que le capitalisme ait à lui infliger une défaite frontale, la classe représente encore un obstacle historique au plein développement de la tendance à la barbarie militaire. Plus encore : elle garde encore la

capacité à résister aux effets de la décomposition sociale par le développement de ses luttes et par le renforcement du sens de son identité et de la solidarité qui en est la conséquence, ce qui peut offrir une véritable alternative à l'atomisation, à la violence autodestructrice et au désespoir, caractéristiques de ce système pourri."

(Point 13)

En fait, cette préoccupation d'examiner en détail, et éventuellement de critiquer, les analyses de la situation historique présente existant au sein du milieu politique prolétarien fait partie de l'effort permanent de notre organisation pour définir et préciser les responsabilités des groupes révolutionnaires à l'heure actuelle, des responsabilités qui vont évidemment au delà de l'analyse de la situation.

### La responsabilité des groupes révolutionnaires

Les rapports, résolution et discussions du congrès ont mis en évidence qu'il existe aujourd'hui, après une décennie de grandes difficultés dans le développement de la conscience dans la classe ouvrière, une certaine maturation souterraine de celle-ci.

*"La maturation souterraine de la conscience de classe dans le contexte d'un maintien du cours historique aux affrontements de classe, exprimant un processus de réflexion qui - tout en étant toujours minoritaire - touche de plus grands secteurs de la classe et va plus profond que dans la phase qui a suivi 1989. Les expressions visibles de cette maturation comprennent :*

- la croissance numérique des principales organisations du milieu prolétarien et de leur environnement de sympathisants et de contacts ;
- l'influence croissante de la Gauche communiste dans le marais, y compris dans des parties du milieu anarchiste ;
- le potentiel croissant pour la fondation et le développement de cercles de discussion prolétariens ;
- certaines expériences de regroupement minoritaire d'ouvriers combattifs chez qui les problèmes de résistance aux attaques du capital, mais aussi les leçons des luttes avant 1989 commencent à se poser ;
- certaines luttes ouvrières - pour le moment des exceptions plutôt que la règle - où l'auto-activité de la classe et la méfiance envers les syndicats commencent à s'exprimer." (Résolution sur les activités du CCI)

Une telle situation confère aux groupes qui se réclament de la Gauche communiste des responsabilités nouvelles. Le congrès a donc consacré une part importante de ses travaux à examiner l'évolution de ces groupes. Il a mis en évidence une difficulté de ces groupes à faire face à ces responsabilités. D'une part, avec l'interruption de la publication de "Daad en Gedachte" aux Pays-Bas, il n'existe plus de manifestation organisée de la branche germano-hollandaise de la Gauche communiste (le courant "conseilliste"). D'autre part, les courants qui se réclament de la Gauche italienne (les différents groupes de la tradition "bordiguiste" qui s'intitulent tous "Parti communiste international", de même que le Bureau international pour le Parti révolutionnaire) restent grandement enfermés ou se replient de façon croissante dans le sectarisme, comme nous l'avons déjà mis en évidence il y a deux ans suite à leur refus d'une prise de position commune face à la guerre du Kosovo (voir *Révolution internationale* n°291).

Pourtant, avec l'apparition actuelle de nouveaux éléments qui se tournent vers la Gauche communiste, il est important que celle-ci retrouve pleinement sa tradition dans laquelle elle associait étroitement la plus grande rigueur au niveau des positions politiques à une attitude d'ouverture de chacun de ses groupes à la discussion avec les autres groupes. C'est la condition pour que ces organisations soient réellement partie prenante du processus qui s'annonce d'un nouveau développement de la conscience dans le prolétariat.

C'est pour cela que notre résolution sur la situation internationale inclut les responsabilités spécifiques de notre propre organisation dans celles de l'ensemble du courant révolutionnaire aujourd'hui :

- "Les responsabilités auxquelles fait face la classe ouvrière sont immenses : rien moins que le sort de l'humanité entre ses mains. Ceci en conséquence confère d'immenses responsabilités à la minorité révolutionnaire, dont la tâche essentielle dans la période à venir sera :
- d'intervenir au jour le jour dans les combats de la classe, en insistant sur la nécessité de la solidarité et de l'implication du plus grand nombre possible de travailleurs dans chaque mouvement de résistance aux attaques du capitalisme ;
- d'expliquer avec tous les moyens disponibles (presse, brochures, réunions, etc.), à la fois en profondeur et d'une manière accessible, pourquoi le capitalisme signifie la banqueroute, pourquoi toutes ses "solutions" - particulièrement, celles, racoleuses, de la gauche et des gauchistes - sont des tromperies, et expliquer ce qu'est la véritable alternative prolétarienne ;
- d'aider les minorités radicales (groupes de luttes sur les lieux de travail, cercles de discussion, etc.) dans leurs efforts à tirer les leçons des expériences récentes, à se préparer aux nouvelles luttes à venir, et en même temps renouer les liens avec les traditions historiques du prolétariat ;
- d'intervenir au sein du milieu politique prolétarien, qui entre dans une période de croissance significative, en insistant pour que le milieu agisse comme un véritable point de référence pour un débat sérieux et pour une clarification pour tous les éléments qui viennent vers lui.

*"Le cours historique vers l'affrontement de classe fournit le contexte pour la formation du parti communiste mondial. Le milieu prolétarien constitue la matrice du futur parti, mais il n'y a aucune garantie qu'effectivement il l'engendrera. Sans une préparation rigoureuse et responsable par les révolutionnaires d'aujourd'hui, le parti sera mort-né, et les conflits massifs de classe vers lesquels nous nous dirigeons ne franchiront pas ce pas essentiel : de la révolte à la révolution." (Point 15)*

Le congrès a estimé que, pour sa part, notre organisation pouvait tirer un bilan positif dans l'accomplissement de ces responsabilités au cours de la période passée. Cependant, il a conclu que le CCI, conscient qu'il est soumis, à l'image de l'ensemble de la classe, à la pression délétère de la décomposition croissante de la société, devait maintenir toute sa vigilance face aux différentes manifestations de cette pression, tant au plan de ses efforts dans le domaine de l'élaboration de ses analyses et positions politiques que de sa vie organisationnelle. Plus qu'à toutes les autres périodes du passé, le combat pour la construction de l'organisation communiste, instrument indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat, est un combat permanent et de tous les jours.

## II- La descente dans la barbarie

**Avec cette partie consacrée aux tensions impérialistes, nous poursuivons la publication de la résolution sur la situation internationale adoptée au XIVe congrès du CCI. Depuis sa rédaction, la perspective d'aggravation du chaos et des tensions guerrières qu'elle met en avant se trouve encore confirmée en différents lieux de la planète : au Moyen-Orient, dans les Balkans, en Irlande...**

5. Au début des années 1990 les médias nous annonçaient que la disparition de la surface du globe des régimes staliens fauteurs de guerre dits "communistes" inaugurerait une nouvelle ère de paix, puisque le capitalisme, dans sa forme démocratique, avait depuis longtemps cessé d'être impérialiste. Cette idéologie a été ensuite combinée avec le mythe de la mondialisation, en arguant que les rivalités entre nations relevaient désormais du passé.

Il est vrai que l'effondrement du bloc de l'est et l'éclatement de son homologue occidental qui s'en est suivi, ont supprimé une condition fondamentale pour la guerre mondiale, si on laisse de côté la question de savoir si les conditions sociales préalables pour un tel conflit existaient. Mais ce développement n'a en rien changé la réalité essentielle que les Etats-Nations capitalistes ne peuvent pas dépasser le stade de leur lutte sans merci pour dominer le monde. En fait, la fragmentation des structures et de la discipline des anciens blocs a libéré les rivalités entre nations à une échelle sans précédent, entraînant un combat de plus en plus chaotique, chacun pour soi, des plus grandes puissances mondiales jusqu'aux plus petits seigneurs de la guerre locaux. Ceci a pris la forme d'un nombre de plus en plus grand de guerres locales et régionales, autour desquelles les grandes puissances continuent d'avancer leurs pions.

6. Depuis le début, les Etats-Unis, comme gendarme du monde, ont reconnu le danger de cette nouvelle tendance et ont pris des mesures immédiates pour la contrecarrer. Ce fut la signification essentielle de la guerre du Golfe en 1991, qui a été un immense déploiement de la supériorité militaire des Etats-Unis, non pas d'abord et avant tout dirigé contre l'Irak de Saddam Hussein, mais destiné à intimider les grandes puissances rivales des Etats-Unis pour les soumettre à leur autorité. Mais bien que les Etats-Unis aient temporairement réussi à renforcer leur leadership mondial en obligeant les autres puissances à participer à leur coalition anti-Saddam, on peut juger du succès réel de leurs efforts en constatant que dix ans après, ils sont encore obligés d'utiliser la tactique du bombardement de l'Irak, et chaque fois qu'ils le font, ils sont de plus en plus butés aux critiques de la majorité de leurs alliés. De même, ils ont été contraints à de semblables déploiements de forces dans d'autres zones de conflit, en particulier dans les Balkans.

Tout au long de la dernière décennie, la supériorité militaire des Etats-Unis s'est montrée complètement incapable d'arrêter le développement centrifuge des rivalités inter-impérialistes. Au lieu du nouvel ordre mondial dirigé par les Etats-Unis, que lui avait promis son père, le nouveau président Bush est confronté à un désordre militaire croissant, avec une prolifération de guerres sur toute la planète :

- dans les Balkans, qui, malgré les interventions massives en 1996 et 1999, dirigées par les Etats-Unis, restent un échiquier de la tension entre les

grandes puissances et leurs agents locaux ; en 2001, dans le Kosovo "pacifié", chaque jour le sang coule, et cette brutale saignée "ethnique" s'étend maintenant en Macédoine, avec la menace de l'engagement de plusieurs puissances régionales ;

- au Moyen-Orient où les accords d'Oslo sont maintenant une ruine totale. L'escalade du conflit armé entre Israël et les Palestiniens est un coup bas pour les espoirs des Etats-Unis d'établir la "Pax americana" dans la région, et fournit des opportunités aux autres grandes puissances qui, de toute façon, n'ont pas la moindre capacité d'imposer une alternative à l'ordre américain ;

- en Tchétchénie où, bien que bénéficiant du soutien des autres grandes puissances qui n'ont aucun désir de voir la Fédération russe déchirée par une pléthore de mouvements nationalistes, le Kremlin a été incapable de venir à bout de la guerre ;

- en Afghanistan, où les différentes factions musulmanes disputent le contrôle du pays aux Talibans ;

- en Afrique, où les guerres ne sont pas que chroniques ou endémiques, depuis l'Algérie au nord jusqu'à l'Angola au Sud, mais se sont aussi étendues en importance pour devenir de véritables guerres régionales, entraînant les armées de bon nombre d'Etats voisins, comme au Congo ;

- en Extrême-Orient, où des pays comme la Birmanie ou le Cambodge continuent d'être déchirés par des combats internes, et où la Chine tend de plus en plus à faire valoir ses droits à être une puissance régionale majeure ;

- dans le sous-continent indien, où l'Inde et le Pakistan se menacent l'un l'autre en agitant leur panoplie nucléaire et où le Sri-lanka est toujours déchiré par la guerre contre les séparatistes tamouls ;

- en Amérique latine, où la tension est encore accrue par la nouvelle "guerre contre la drogue" que mènent les Etats-Unis, qui n'est en fait qu'une autre tentative de re-imposer leur autorité dans leur propre chasse gardée confrontée à l'intervention croissante de leurs rivaux européens (par exemple à travers leur soutien ouvert aux zapatistes) ;

- en Irlande, où un autre "processus de paix" a été ponctué par le bruit des bombes qui explosent et des balles des assassins, et au pays basque où la trêve a été rompue et où l'ETA s'est lancée dans une escalade de ses activités terroristes .

La liste pourrait s'allonger mais le tableau est clair. Loin d'apporter la paix et la stabilité, l'éclatement du système des blocs a considérablement accéléré le glissement du capitalisme vers la barbarie guerrière et le militarisme. La caractéristique des guerres dans la phase actuelle de la décomposition du capitalisme est qu'elles ne sont pas moins impérialistes que les guerres dans les précédentes phases de sa décadence, mais elles sont devenues plus étendues, plus incontrôlables et plus difficiles à arrêter même temporairement.

7. Dans tous ces conflits, la rivalité entre les Etats-Unis et leurs anciennes grandes puissances "alliées" a été plus ou moins masquée. Plus dans le Golfe arabo-persique et dans les Balkans, où les conflits ont pris la forme d'une "alliance" des Etats démocratiques contre les tyrans locaux ; moins en Afrique où chaque pays a agi de façon plus ouverte et séparée pour protéger ses intérêts nationaux. Officiellement, les "ennemis" des Etats-Unis, - ceux qu'ils citent pour justifier leur budget militaire toujours croissant -, sont soit des petits

Etats locaux sans scrupules, comme la Corée du nord ou l'Irak, soit leurs anciens rivaux directs de l'époque de la guerre froide, la Russie ou leur rival pendant un temps puis leur allié de cette période, la Chine. Cette dernière, en particulier, est de plus en plus identifiée comme le principal rival potentiel des Etats-Unis. Et en fait, la période récente a vu un accroissement de la tension entre les Etats-Unis et ces deux puissances - à propos de l'extension de l'OTAN vers l'Europe de l'est, la découverte d'un réseau d'espionnage russe reposant sur un ancien responsable du FBI, et en particulier à propos de l'incident de l'avion espion en Chine. Il existe aussi au sein de la bourgeoisie nord-américaine une importante fraction qui est convaincue que la Chine est effectivement le principal ennemi des Etats-Unis. Mais le développement le plus significatif de la dernière période est la multiplication de déclarations par des secteurs de la bourgeoisie européenne à propos de "l'arrogance" des Etats-Unis, en particulier après leur décision de dénoncer les accords de Kyoto sur les émissions de dioxyde de carbone et d'aller de l'avant avec leur projet antimissiles "enfant de la guerre des étoiles". Ce dernier représente en fait une formidable offensive de l'impérialisme américain pour convertir son avance technologique en une domination planétaire sans précédent. Ce projet représente un nouveau pas dans une course aux armements de plus en plus aberrante et ne peut qu'aiguïser les antagonismes avec ses rivaux.

Ces antagonismes ont été encore plus exacerbés par la décision de former une "armée européenne" séparée de l'OTAN. Bien qu'il y ait une forte tendance à faire porter la responsabilité de la rupture croissante dans les relations Europe-Etats-Unis sur l'administration Bush, ce nouvel "anti-américanisme" n'est que la reconnaissance explicite d'une tendance qui est à l'œuvre depuis la disparition du bloc occidental au début des années 1990. Idéologiquement, il reflète une tendance qui a été aussi libérée par l'éclatement des blocs, accompagnant la tendance au chacun pour soi : la tendance vers un nouveau bloc anti-américain basé en Europe.

8. Nous sommes cependant encore loin de la formation de nouveaux blocs impérialistes, pour des raisons à la fois stratégique-militaires et politico-sociales :

- aucun Etat ou groupe d'Etats n'est capable de se mesurer à la puissance de feu des Etats-Unis. L'Allemagne, qui a le plus profité du processus de décomposition en avançant ses intérêts vers ses sphères d'influence traditionnelles comme l'Europe orientale, ne possède pas l'arme nucléaire, et, à cause de son passé, est obligée d'avancer à pas mesurés dans sa stratégie d'expansion. La France, de loin la puissance européenne la plus ouvertement anti-américaine, n'est pas capable de se présenter comme le leader potentiel d'un nouveau bloc ;

- l'"Europe" est loin d'être unie et la tendance au chacun pour soi joue sur ce continent autant que sur un autre. Bien que la France et l'Allemagne puissent être l'axe central d'un bloc européen, il y a des tensions entre elles, à la fois historiques et plus immédiates. Pour sa part, la Grande-Bretagne tend à jouer l'une contre l'autre pour les empêcher de devenir trop puissantes, tout en jouant la carte des Etats-Unis contre elles deux. Il est important de ne pas confondre le développement de la coopération économique entre les Etats européens et la formation immédiate d'une structure de

bloc dans la mesure où il n'y a pas de relation mécanique entre les intérêts économiques immédiats et les intérêts stratégiques et militaires ;

- au niveau social, il n'est pas possible de maintenir la cohésion de la société autour d'une nouvelle idéologie de guerre comparable à l'anti-fascisme des années 1930 ou à l'anti-communisme d'après-guerre, parce que la classe ouvrière n'est pas mobilisée derrière les drapeaux de la nation. La base idéologique pour la formation de nouveaux blocs n'est pas encore établie, même si le nouvel anti-américanisme nous donne un aperçu de la forme qu'elle pourrait prendre dans l'avenir.

La guerre mondiale n'est donc pas à l'ordre du jour dans le futur proche. Mais ceci ne minimise en rien les dangers contenus dans la situation actuelle. La prolifération des guerres locales, le développement des conflits régionaux entre des puissances possédant l'arme nucléaire, comme l'Inde et le Pakistan, l'extension de ces conflits vers les centres vitaux du capitalisme (comme en témoigne la guerre dans les Balkans), la nécessité pour les Etats-Unis de réaffirmer sans cesse, de tout leur poids, leur leadership déclinant, ainsi que les réactions que ceci pourrait entraîner de la part d'autres puissances, tout cela pourrait faire partie d'une terrible spirale de destruction qui pourrait saper les bases d'une future société communiste, même sans la mobilisation active du prolétariat dans les centres du capital mondial.

9. La classe dominante tend à réduire la signification globale de cette montée des tensions en cherchant, pour chaque conflit, des causes spécifiques locales, idéologiques et économiques : ici des haines raciales solidement enracinées, là des schismes religieux, le pétrole dans le Golfe, les diamants en Sierra Leone, etc. Ceci trouve souvent un écho dans les confusions du milieu prolétarien qui confond facilement une analyse matérialiste avec les efforts pour expliquer chaque conflit impérialiste en termes de profit économique immédiat qu'on peut en tirer. Bien que la plupart de ces facteurs économiques et idéologiques soient réels, ils ne peuvent expliquer les caractéristiques générales de la période dans laquelle le capitalisme est entré. Dans la période de décadence, la guerre représente de plus en plus un désastre économique, une perte sèche. Maintenir chaque conflit particulier entraîne des coûts qui dépassent largement les bénéfices qu'on peut en tirer. Ainsi, alors que de fortes pressions économiques ont certainement joué un rôle clé pour entraîner le Zimbabwe à envahir le Congo, ou l'Irak à envahir le Koweït, les complications militaires qui en suivirent ont précipité ces pays plus profondément dans la ruine. Plus généralement, le cycle crise-guerre-reconstruction, qui conférerait l'apparence d'une certaine rationalité à la guerre mondiale dans le passé, est maintenant terminé, puisque toute nouvelle guerre mondiale ne serait suivie d'aucune reconstruction. Mais aucun de ces calculs de profit ou de perte n'écarte la nécessité pour les Etats de défendre leur présence impérialiste dans le monde, de saboter les ambitions de leurs rivaux, ou d'accroître leurs budgets militaires. Au contraire, ils sont tous pris dans une logique qui échappe à leur contrôle et qui a de moins en moins de sens, même en termes capitalistes, et c'est précisément ce qui rend la situation à laquelle l'humanité doit faire face, si dangereuse et instable. Surestimer la rationalité du capital équivaut à sous-estimer la menace réelle de guerre en cette période.

10. La classe ouvrière doit donc faire face à la possibilité de se trouver entraînée dans une réaction en chaîne de guerres locales et régionales. Mais ceci n'est qu'un aspect de la menace que représente le capitalisme en décomposition.

La dernière décennie a vu toutes les conséquences de la décomposition devenir de plus en plus mortelles :

- au niveau de la vie sociale, particulièrement à travers le phénomène grandissant de "gangsterisation" : corruption au plus haut niveau des Etats, implication grandissante de la mafia et du cartel international de la drogue dans la vie politique et économique de la bourgeoisie, enrôlement des exploités et des opprimés dans des gangs locaux, qui, dans les pays de la périphérie, sont devenus des instruments de guerres impérialistes ; à ces phénomènes est liée l'extension d'idéologies extrêmement rétrogrades proposant la haine raciale ou ethnique et la "banalisation" des génocides et des massacres inter-ethniques comme au Rwanda, au Timor oriental, en Bosnie ou à Bornéo ;

- à travers l'écroulement des infrastructures de transport et de logement, faisant d'une masse de plus en plus grande de gens des victimes de toutes sortes d'accidents et de désastres (accidents de chemins de fer, inondations, tremblements de terre, etc.) ; intimement lié à cela, la crise de l'agriculture a résulté en de nouvelles éruptions de maladies qui viennent en plus intensifier la crise qui les a produites ;

- plus généralement, au niveau de l'écosystème planétaire : de plus en plus de preuves s'accroissent sur le réchauffement global de la planète (montée de la température des mers, fonte des banquises, changements climatiques brutaux, etc.), tandis que les échecs répétés des conférences internationales sur le climat démontrent la totale incapacité des nations capitalistes à changer la situation.

Aujourd'hui, le capitalisme dresse un tableau de plus en plus clair de ce à quoi ressemble la descente vers la barbarie : une civilisation en totale désintégration, déchirée par les tempêtes, les sécheresses, les épidémies, la famine, l'empoisonnement irréversible de l'air, des sols et de l'eau ; la société devenue une hécatombe par les conflits meurtriers et les guerres de destruction réciproque qui laissent en ruine des pays entiers, et même des continents ; guerres qui empoisonnent encore plus l'atmosphère et qui deviennent encore plus fréquentes et dévastatrices par le combat désespéré des nations, régions ou fiefs locaux pour garder leurs réserves cachées de ressources allant en diminuant et de ce qui leur est nécessaire ; un monde de cauchemar où les derniers bastions de prospérité restants font claquer leurs portes de fer devant l'invasion des hordes de réfugiés fuyant la guerre et les catastrophes ; en bref un monde où la pourriture est tellement incrustée qu'il n'y a pas de retour en arrière et où la civilisation capitaliste finalement s'enfonce dans des sables mouvants qu'elle a elle-même créés. Cette apocalypse n'est pas si éloignée de ce que nous expérimentons aujourd'hui ; le visage de la barbarie est en train de prendre une forme matérielle devant nos yeux. La seule question restante est de savoir si le socialisme, la révolution prolétarienne, reste toujours une alternative vivante.

*Dans le prochain numéro de notre journal nous publierons la dernière partie consacrée à la lutte de classe, qui met en évidence que la classe ouvrière tient toujours entre ses mains les clés du futur.*

## FÊTE DE "LUTTE OUVRIÈRE"

LO, plus que jamais rabatteur  
des partis de gauche et des syndicats

Cette année encore, les médias ont accordé une bienveillante couverture à la fête de Lutte Ouvrière et aux allocutions d'Arlette Laguiller, figure de proue de cette organisation trotskiste dont elle sera pour la cinquième fois la candidate aux élections présidentielles en 2002.

Comment s'organiser pour riposter aux attaques de la bourgeoisie ? Peut-on faire interdire les licenciements ? Quel est le rôle des syndicats dans les luttes ? Les révolutionnaires doivent-ils défendre le service public ? Telles ont été les questions principales évoquées lors de certains forums dans lesquels le CCI s'est opposé à LO mais qui, aussi, pour certaines ont donné lieu à des prises de paroles d'autres participants s'inscrivant résolument en défense des intérêts de la classe ouvrière contre le discours de LO.

Lu-Danone : quels moyens  
pour élargir la lutte ?

Une assistance nombreuse est venue assister à un forum organisé autour de la lutte des salariés de Lu-Danone sur le thème "De l'appel au boycott au 'tous ensemble' le 9 juin pour l'interdiction des licenciements". L'organisation d'une manifestation commune aux deux usines concernées par les licenciements (Calais et Ris-Orangis) dans laquelle LO s'était impliquée aux côtés des syndicats fut très critiquée par un des participants au forum. En substance, son intervention était la suivante : "vous prétendez avoir appelé les ouvriers à entrer en lutte contre les attaques. Ce n'est pourtant pas la classe ouvrière que vous avez appelée à la mobilisation, mais ses ennemis, à commencer par les élus locaux. Quelle que soit leur étiquette, ils ont largement prouvé qu'ils n'appartenaient pas au camp de la classe ouvrière. Même à travers les moyens de transport qu'ils ont prétendu mettre à la disposition de la lutte (des cars pour se rendre à la manif), ce que vous avez organisé avec eux, c'est l'enfermement de la lutte et l'isolement de la masse des ouvriers." Nous avons appuyé cette intervention. Alors que la première question vitale pour la lutte était de se battre ensemble, d'élargir immédiatement la lutte à d'autres entreprises, d'autres secteurs, notamment chercher à s'unir à d'autres ouvriers au même moment également touchés par des plans sociaux (Marks & Spencer, AOM/Air Liberté, Valeo, Moulinex-Brandt, etc.), LO a non seulement poussé les ouvriers à s'adresser à des élus locaux plutôt qu'à leurs frères de classe en lutte mais a participé activement - bien que de façon "critique" - à la campagne de boycott des produits Danone, encourageant comme les autres "partis de gauche" les ouvriers à chercher un soutien sur un terrain parfaitement interclassiste... en tant que "citoyen" ou "consommateur".

Le mythe de "l'interdiction des  
licenciements"

Le dernier jour avait lieu un forum tenu par LO sur le thème "est-il possible d'interdire les licenciements ?". On sait que la réponse est : oui, pour LO et qu'au centre des slogans électoraux de l'organisation trotskiste figure depuis plusieurs années la proclamation qu'il "faut une loi pour interdire les licenciements". LO réclame "la réquisition des entreprises qui licencient tout en faisant des bénéfices" et demande "l'ouverture des livres de compte des entreprises pour que soit rendue publique leur santé

financière". Cela revient à admettre que la santé d'une entreprise, dès lors qu'elle produit à perte, pourrait justifier des licenciements. Ce qui revient à se placer du point de vue de la défense de l'entreprise et du capital national contre la classe ouvrière et qui tend aussi à diviser les ouvriers licenciés en deux catégories ayant des intérêts tout différents selon de tels critères, à opposer par exemple les ouvriers de Danone à ceux d'AOM/Air Liberté.

Mais LO sait très bien que la question des licenciements est une préoccupation constante de la classe ouvrière qui s'est encore accentuée avec les vagues de licenciements intervenues depuis ces derniers mois. C'est pourquoi son exposé lors de ce forum insistait sur l'argument que seule la pression ouvrière dans les luttes, dans les usines et dans la rue peut imposer un rapport de forces susceptible de faire reculer le gouvernement et le contraindre à une loi interdisant

les licenciements. Un participant au forum a alors réagi de manière très édifiante en s'écriant : "Mais ce n'est pas le discours que m'a tenu un membre de votre organisation qui m'a assuré que LO était déjà tout prêt à soumettre un projet de loi au Parlement pour interdire les licenciements !" Cela dénonçait bien le double langage qu'utilise constamment LO - et que l'on retrouve fréquemment dans sa presse selon le public auquel il s'adresse et la proximité ou non des échéances électorales !

D'autre part, en partant d'une idée juste : le gouvernement peut bien sûr reculer et concéder quelques mesures "sociales" dans le contexte d'un rapport de forces, sous la pression directe des luttes ouvrières, LO en arrive toujours à faire croire que ces mesures pourraient être durables, qu'il y aurait des "acquis ouvriers" et une autre gestion possible dans le cadre du système capitaliste (à condition de voter Arlette ?), ce qui est totalement faux.

Ainsi, les militants de LO assenaient encore dans le forum l'argument : "Oui, l'Etat peut faire quelque chose, il peut taxer les entreprises qui, malgré leurs bénéfices, continuent à vouloir licencier, la preuve, c'est que depuis les années 1930, le gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, peut très bien, s'il le juge nécessaire, nationaliser ou privatiser les entreprises." Le hic, c'est que c'est chaque fois la défense de l'intérêt du capital national qui, exclusivement, a déterminé "la nécessité" soit de nationaliser, pour les besoins de l'effort de guerre ou de la reconstruction d'après-guerre, soit celle de privatiser pour les besoins d'amélioration de la compétitivité du capital national. Dans tous les cas, le moteur de telles transformations n'a jamais été les besoins de la classe ouvrière mais toujours les besoins du capital national. Faire croire le contraire, comme LO, revient à faire croire que le capitalisme est réformable. Et c'est en ce sens que le CCI est intervenu dans ce forum.

Selon LO, le seul problème serait une mauvaise répartition des richesses, serait qu'il y a une accumulation de profit à un pôle de la société, pendant qu'à l'autre pôle, c'est la misère qui s'accumule. Ce constat lui permet d'avancer une solution : il suffirait de prendre aux riches, en l'occurrence une part des profits qu'empochent les cupides actionnaires pour les redistribuer aux pauvres. Nous renvoyons simplement le lecteur à l'encart ci-contre où nous dénonçons ce schéma comme étant en totale contradiction avec une vision marxiste. Il ne s'agit pas de faire une loi pour "interdire les licenciements", sous la pression ou pas de la classe ouvrière, comme le réclame LO ou pour "faire payer les riches", autre refrain qu'entonnent volontiers LO en parfait disciple des discours du parti stalinien français depuis les années 1930, "contre les 200 familles". "L'objectif" de "l'interdiction des licenciements" que l'égérie trotskiste se vante au cours de son allocution du 2 juin "d'avoir été la seule à populariser lors de l'élection présidentielle de 1995" est donc mystificateur et démagogique. Il vise en fait à faire croire aux ouvriers qu'on peut réformer le capitalisme, qu'on peut le gérer d'une autre manière, susceptible d'améliorer le sort de la classe ouvrière. Mais en fait, cette mystification ne sert qu'à dénaturer les réactions ouvrières et à enfermer les ouvriers sur un terrain qui n'est pas le leur.

Grèves à la Poste : briser  
l'encadrement syndical

Un autre forum de LO sur la situation à La Poste posait la question du rôle des syndicats dans les luttes actuelles. De nombreuses interventions, la plupart émanant de militants ou de sympathisants de LO ont mis en évidence l'existence de nombreux mouvements de grève dans ce secteur, notamment face à des attaques liées à la mise en place des 35 heures. Au passage, LO "regrettait" que les ouvriers "ne réagissent que face à des attaques". Comme si les prolétaires pouvaient réagir à autre chose ! LO mettait en avant qu'en certains endroits, les ouvriers, loin de se conformer aux consignes syndicales avaient "bousculé les syndicats" sans dénoncer le moins du monde les manœuvres de division antiouvrières concrètes des syndicats, tels que l'atomisation, le cloisonnement des équipes, l'enfermement sur les centres et le particularisme des revendications auxquels étaient confrontés les salariés dans leur lutte. Et l'organisation trotskiste se gardait bien de faire le moindre lien entre ce sale boulot syndical et tout le travail stratégique de la bourgeoisie pour saucissonner et éparpiller la riposte ouvrière face à une attaque frontale. Il s'agissait de désarmer centre par centre, bureau par bureau pour éviter que ne se reproduise une mobilisation massive du style de la grande grève de 1974 dans un secteur particulièrement combatif, moins perméable au corporatisme que beaucoup d'autres et ayant acquis une forte expérience de lutte au cours de ces vingt-cinq dernières années. Dans ce cadre, les critiques exprimées par les ouvriers tendant à remettre en cause l'encadrement des syndicats et que LO reprend à son compte ne sert nullement à les désigner en tant qu'organes d'encadrement de l'Etat bourgeois mais à l'inverse vise à pousser les ouvriers à faire pression sur eux en leur faisant croire qu'ils pourraient se mettre au service de la lutte du prolétariat. C'est parce que cette remise en cause des syndicats existe au sein de la classe qu'un groupe d'ouvriers dont les éléments se connaissent entre eux et dont un élément au moins était postier est intervenu à deux reprises : la première fois sur la base d'une critique des syndicats pour mettre en avant la nécessité d'auto-organisation de la classe ouvrière dans ses luttes. Nous avons soutenu cette intervention dans le même sens de l'affirmation que l'enjeu des assemblées générales est leur contrôle par les ouvriers eux-mêmes afin qu'ils décident eux-mêmes des modalités de la lutte, qu'ils prennent en charge eux-mêmes les tentatives d'extension vers d'autres secteurs. Mais comme LO insistait lourdement sur le "climat de démoralisation" actuel dans les rangs ouvriers, ce qui participe à maintenir les ouvriers dans un état de manque de confiance en soi démobilisateur et à finalement mieux rabattre les éléments les plus combatifs et critiques dans le giron syndical, un autre élément est intervenu à son tour pour mettre en avant tout à fait justement que cette démoralisation des ouvriers après la lutte n'était pas une fatalité et qu'il fallait expliquer patiemment aux ouvriers que tant qu'ils se contenteraient de suivre les consignes syndicales, leur lutte non seulement irait à la défaite mais elle resterait toujours stérile et démoralisante.

Seule l'abolition du salariat  
en finira avec  
les licenciements

"Il faut interdire les licenciements sous peine de réquisition", voilà quel est le slogan "radical" que martèle Lutte Ouvrière ces dernières semaines. Dans son allocution du 2 juin à la fête annuelle de LO, Arlette Laguiller déclarait par exemple : "Réquisitionner les entreprises qui ont des projets de licenciements collectifs, c'est réquisitionner avant tout leurs profits, c'est-à-dire prendre sur les profits la somme nécessaire pour financer les emplois que l'on veut supprimer. Cela ne nuirait même pas à l'entreprise (sic), cela ne ferait que baisser les dividendes touchés par les actionnaires." Qu'est-ce que cela veut dire ? LO reprend le discours idéologique du capitalisme lui-même qui présente le "financement des emplois" comme une part prise sur les profits des capitalistes, c'est-à-dire que la bourgeoisie voudrait nous faire croire que l'embauche des ouvriers serait un "cadeau" qui leur serait fait, en "sacrifiant" une partie des profits capitalistes. C'est exactement le contraire qui est vrai : les richesses sont produites par le travail, pas par le capital et c'est ce dernier qui s'en approprie une partie sur le dos de la classe ouvrière, à travers la plus-value. Le capitalisme vit avant tout de l'exploitation du travail des prolétaires, sans cela, il ne peut tirer aucun profit. La loi de la valeur fondamentale dans le capitalisme repose sur l'exploitation de la force de travail de l'ouvrier et le profit du capital repose entièrement sur le fait que c'est le travail des ouvriers qui fait grossir le capital. Mais la condition indispensable pour que cette plus-value se réalise, fructifie, c'est la vente du produit du travail dans le cadre du marché, c'est-à-dire que si la marchandise que produit l'ouvrier n'est pas vendue ensuite, les capitalistes ne peuvent réaliser aucune plus-value, donc retirer aucun profit à partir de cette exploitation du travail et ne peuvent accumuler de capital. C'est alors qu'ils licencient.

Que telle ou telle entreprise particulière produise à perte ou au contraire fasse des bénéfices n'est pas la question. La véritable origine des plans de licenciements massifs qui s'abattent sur le dos de la classe ouvrière, c'est bel et bien la crise de surproduction affectant globalement le système, avec l'exacerbation de la concurrence capitaliste sur le marché mondial saturé de marchandises qui ont de plus en plus de mal à se vendre. Les capitalistes embauchent davantage de main d'oeuvre quand ils peuvent accroître leurs parts de marché solvables ou, à l'inverse, ils réduisent au chômage les

salariés pour diminuer leurs coûts de production en fonction d'une mévente réelle ou anticipée. C'est pour cela que le problème ne peut pas être une question de répartition de profit.

En son temps, Marx dans sa brochure *Salaire, Prix et Profit* a déjà écrit un véritable réquisitoire qui n'a rien perdu de son actualité contre ce genre d'illusions sur "une autre répartition plus juste et équitable, voire égalitaire, des richesses et des profits". Ainsi, il affirmait qu'il n'y a pas de société juste et équitable possible dans le cadre de la société capitaliste et que la seule réponse historique que peut apporter le prolétariat face aux iniquités engendrées par le système, c'est de détruire le capitalisme, d'abolir le salariat, en développant ses luttes contre l'exploitation de la force de travail et les rapports capitalistes de production.

Marx et tous les révolutionnaires n'ont cessé de démontrer que les intérêts des ouvriers et ceux des capitalistes sont inconciliables. L'entreprise, qu'il s'agisse d'une PME ou d'une multinationale, parce qu'elle exploite la force de travail des prolétaires, la considère et l'utilise comme une marchandise, a des intérêts forcément contradictoires à ceux des ouvriers. Les intérêts de la classe ouvrière et ceux du capitalisme et de ses représentants sont totalement opposés : un antagonisme de classes les sépare. Au contraire, LO introduit un terrain d'entente entre les ouvriers et l'entreprise qui les exploite et ne cherche qu'à faire croire aux ouvriers qu'ils pourraient concilier leurs intérêts de classe avec ceux de leur entreprise. Quoi de plus révélateur de la nature bourgeoise de cette organisation ?

Quant à la réquisition que réclame LO, c'est appeler les ouvriers à faire confiance à l'Etat en lui demandant de prendre des mesures de coercition contre "le patronat privé". Dans le capitalisme, les réquisitions d'usine ont toujours été une contrainte par la force dirigée contre la classe ouvrière, par l'appareil répressif de l'Etat (police ou armée) pour faire redémarrer la production pour briser directement les luttes ouvrières. Elles ont toujours correspondu à une militarisation du travail, fusil dans le dos. Et LO voudrait nous faire croire que cette contrainte pourrait s'exercer aussi contre le capitalisme, en prétendant -exactement comme le gouvernement PS ou le PC- que l'Etat serait au-dessus des classes alors qu'il est toujours l'instrument docile aux mains de la classe dominante et de ses rapports de production.

CB

(SUITE PAGE 5)

## Jospin trotskiste : le trotskisme reconnu par ses pairs

Le saviez-vous ? Jospin, présentement premier ministre de l'immaculée République française, fut un trotskiste, et de la pire espèce qui plus est : un trotskiste honteux, infiltré par la secte de l'OCI (1) au cœur de la démocratie faite parti : le PS. Voilà qui est un "scoop"... passablement éventé ! Que la bourgeoisie se serve des organisations trotskistes comme d'un vivier pour recruter les cadres de la gauche de son appareil d'Etat ou ses fers de lance idéologiques n'a franchement rien de nouveau. Nous ne nous lancerons pas dans le petit jeu du détail des parcours individuels qui a fait ces dernières semaines les bonnes pages de la presse d'information bourgeoise, transformée en presse "politico-people" pour l'occasion. Nous n'avons pas plus la place de développer le rôle de l'entrisme pour les chapelles trotskistes, qui ne font que traduire à leur niveau la lutte d'influence qui caractérise les oppositions au sein de la bourgeoisie.

Ce que nous voulons dénoncer, c'est qu'à l'occasion de ce nouvel épisode dans les tirs de barrage qui opposent Jospin et Chirac, la bourgeoisie a décerné un satisfecit éclatant au trotskisme, comme courant historique censé défendre contre vents et marées les intérêts d'un prolétariat finalement déjà battu.

Il y a tout d'abord ceux qui expliquent qu'à l'époque du jeune Jospin, on ne pouvait être que trotskiste pour ne pas être stalinien ou socialiste : "En 1936, l'année de ses 19 ans, il assiste, atterré, aux trahisons des deux grandes familles de la gauche. [...] Communistes et socialistes se déshonorent également. Ce double refus conduira Lionel Jospin au trotskisme. Ni Suez ni Budapest." (Le Nouvel Observateur du 7 juin 2001) La trahison dont parlent ces historiens d'un jour n'est finalement qu'un accroc à leurs sacro-saints démocratisme et droits de l'homme, mais nullement un moment de rupture pour l'histoire du mouvement ouvrier que les partis socialistes et communistes ont depuis longtemps déserté.

Mais le corps du délit est ailleurs. Le souci n°1 de la bourgeoisie est de hisser le courant trotskiste – en flattant les erreurs de Trotsky lui-même et en légi-

timant les trahisons de ses épigones – au pinacle du radicalisme révolutionnaire.

Le Monde commence ainsi par émasculer Trotsky en tant que combattant révolutionnaire intransigent, pour n'en faire qu'un "grand admirateur de Jaurès, fin connaisseur de la littérature française" (2)... Voilà qui assurément vous place un homme ! On comprend mal que toute la bonne société cultivée des années 30 ne l'ait pas adopté. Le Monde "oublie" simplement de rappeler comment toutes les "démocraties" le traitèrent alors comme un pestiféré, et les complaisances dont bénéficièrent les sbires de Staline... jusqu'à l'assassinant en 1938 du propre fils de Trotsky, Léon Sedov, en plein Paris. Rien à voir avec le raccourci édulcoré du Monde : "Enfin, durant son dernier exil, Trotsky passe deux ans en France avant de rejoindre la Norvège en 1935." (2).

Trotsky pour Le Monde ? Un fin lettré épris de voyages !

Mais vite ! Quelques fleurs sur la tombe du révolutionnaire : "L'influence du trotskisme a toujours été plus large que celle de ses organisations. Son apport aux débats sur l'anticolonialisme ainsi que sur l'analyse de l'URSS et du phénomène bureaucratique est incontestable." (2). Les exemples ne sont pas choisis au hasard : les trotskistes se sont faits une spécialité de défendre tout au long de la décolonisation des mouvements de libération nationale qui n'avaient strictement rien de prolétarien. Quant à l'analyse de l'URSS : "En 1936, dans La Révolution trahie, Trotsky analyse l'URSS : la bureaucratie stalinienne qui a confisqué la société à son profit n'a pas réussi, toutefois, à supprimer définitivement les conquêtes sociales de la Révolution d'Octobre" (2).

Ouf ! L'essentiel est sauf ! Le message est bien passé : l'URSS n'est pas un pays capitaliste, et donc encore moins un pays impérialiste. De la même façon, Le Monde évoque le "problème de la nature de l'URSS" (2) mais sans plus de précision. C'est quoi la "nature" ? Les champs, les forêts de la vaste Union soviétique ? Evidemment, écrire "nature de classe", il y a de quoi se casser un doigt ! Mais, oui ou non, l'URSS était-elle un pays capitaliste à l'entrée de la Seconde Guerre mondiale ? Tous ces articles dithyrambiques n'abordent jamais cette question frontalement.

Enfin, pendant la Seconde Guerre mondiale, "les trotskistes tentent de défendre une position révolutionnaire, refusant aussi bien le nazisme que les Alliés, considérés comme impérialistes. Tout en se préparant à la crise révolutionnaire à laquelle ils croient, ils con-

servent le mot d'ordre de défense de l'URSS, positions qui vont générer quelques ambiguïtés, notamment sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Résistance : faut-il s'en tenir à l'écart ou y participer pour la transformer au risque d'être liquidé" (Le Monde du 12 juin). Qu'en termes élégants ces choses là sont dites ! Pour le prolétariat, l'internationalisme n'est pas une question souffrant "quelques ambiguïtés" mais une frontière de classe, c'est-à-dire une position de principe dont l'abandon marque définitivement le passage dans le camp de la bourgeoisie parce qu'il se paie du sang de millions d'ouvriers.

Ainsi, au plus fort de la boucherie impérialiste, le groupe de Barta (ancêtre de LO et donc, prétendument, le plus internationaliste) écrivait : "Il faut aider l'URSS par une politique indépendante de classe. Il faut empêcher la machine de guerre de l'impérialisme allemand de fonctionner contre l'URSS [...]. Vive l'Armée Rouge !" (La lutte de classe, 7 novembre 1942). Voilà qui ne souffre guère... "d'ambiguïtés" ! Pas plus que cet immonde appel à plus de démocratie dans les groupes staliens de résistance : "Dans les groupes de résistance, dans les maquis, exigez votre armement et l'élection démocratique des chefs par les membres des groupes." (La lutte de classe, 8 février 1944.)

Mais le plus grand des mensonges de tous ces articles, c'est un mensonge par omission. C'est celui qui consiste à oublier que bien avant l'opposition internationale trotskiste, des courants de gauche se sont opposés à la dégénérescence stalinienne d'une manière beaucoup plus claire. Cette Gauche communiste (3), dont nous nous réclamons, a su voir dans la Seconde Guerre mondiale un affrontement entre impérialistes, URSS comprise, dans lequel les prolétaires n'avaient pas de patrie à défendre.

BTD ( 28 juin )

## UNE SEULE CLASSE OUVRIERE, UN SEUL COMBAT

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

si aucun "plan social" n'est encore annoncé dans "sa" boîte, qu'elle risque d'être la prochaine à faire la Une des journaux avec en face un chiffre : combien d'usines à fermer, combien de milliers d'emplois à supprimer.

La bourgeoisie n'est pas en train d'attaquer des "postiers", des "sages-femmes", des "Pechiney", des "cheminots" ou des "Lu", elle s'attaque à la classe ouvrière toute entière. Et cela pose au prolétariat la question d'une riposte ouvrière à la hauteur de la massivité de cette offensive. La nécessité de rompre avec l'isolement, de se battre ensemble sur notre terrain de classe est contrainte, qu'on le veuille ou non, de commencer à faire son chemin dans les têtes. C'est bien pourquoi toute la bourgeoisie de gauche bien pensante, les représentants de l'Etat, et avec eux les syndicats, n'ont eu de cesse d'essayer de contrer ce besoin et, quand il ne peuvent plus le contrer, de tout faire pour le dévoyer vers des impasses.

### La "loi de modernisation sociale" et la manif du 9 juin : fausses réponses et vrais amortisseurs sociaux

Ainsi, le premier souci de la classe dominante quand elle cogne sur les ouvriers, c'est d'épargner l'Etat de la colère ouvrière et de toute critique de son rôle de garant de l'ordre bourgeois. C'est pourquoi tout est fait pour nous dire que les plans de licenciements sont le fait de patrons particuliers, de la "cupidité" des actionnaires et du "libéralisme sauvage", tandis que l'Etat, lui, n'y est pour rien. Non seulement il n'y est pour rien, nous dit-on, mais... il est contre ! La preuve, le gouvernement vient de nous pondre une "loi de modernisation sociale" qui est censée empêcher ce fameux "libéralisme sauvage" de frapper trop "sauvagement". Tu parles !

En fait d'intervention de l'Etat sur la réglementation des licenciements, la "loi Guigou" n'est déjà dans sa forme initiale qu'un bla-bla juridique autour de la procédure qui va accompagner et légaliser les licenciements dans les entreprises. Là-dessus, on assiste à un grand barouf du PCF qui lui reproche "de ne pas aller assez loin" dans la protection sociale des salariés licenciés. Le PC menace

alors de mettre le gouvernement en minorité en votant contre l'adoption de cette loi au parlement. Ce qui permet au PCF de lancer un appel national à tous les ouvriers menacés par les plans de licenciements pour descendre dans la rue le 9 juin. Et c'est Arlette Laguiller et ses bataillons de LO qu'on a vu défiler une nouvelle fois au coude-à-coude avec Robert Hue. Mieux, outre le PCF et les gauchistes, ce sont presque tous les syndicats mais aussi les Verts, la plupart des mouvements associatifs et citoyens, et jusqu'au Club de la Gauche Socialiste (courant de la gauche du PS) qui ont appelé à se mobiliser "tous ensemble". Pour réclamer quoi ? Une loi plus sociale du gouvernement. Contre quoi ? "Les abus du libéralisme" et les "licenciements boursiers". Ainsi, la Gauche Socialiste pouvait déclarer dans un tract : "Se mobiliser aux côtés des salariés dont l'emploi est menacé sans véritable motif économique, ce n'est pas seulement manifester de la solidarité, c'est protester contre le libéralisme à tout crin, c'est défendre l'intervention de l'Etat en matière de régulation du marché". Nous y voilà !

Ainsi, on nous a présenté le 9 juin comme "un grand moment de mobilisation unitaire contre les plans sociaux", alors qu'on a poussé à l'inverse les ouvriers à se rassembler derrière la défense d'un "vrai gouvernement de gauche" et donc derrière l'Etat bourgeois. Tout cela pour voir finalement le PCF voter le 13 juin la loi Jospin-Guigou assortie d'amendements parfaitement bidons. Ces amendements nous ont pourtant été présentés comme "une victoire de la mobilisation de la rue", selon la propagande du PCF. Or, ce qui s'est passé, c'est tout, sauf une riposte de la classe ouvrière sur son terrain de lutte. C'est en fait une mesure de la bourgeoisie uniquement destinée à renforcer ses amortisseurs sociaux au moment où l'accélération de la crise économique la contraint à des plans de licenciements massifs contre la classe ouvrière. D'ailleurs, depuis que la loi Jospin-Guigou est passée, des nouveaux licenciements ont été annoncés chez Philips ou Alcatel, sans que cela change quoi que ce soit pour les ouvriers concernés. En fait, la "mobilisation exemplaire" du 9 juin ne visait pas autre chose qu'à donner une fausse réponse à un besoin d'unité et de politisation bel et bien

présent dans les rangs de la classe ouvrière. Mais ce besoin d'unité et de politisation n'a de sens que dans la seule perspective possible d'un point de vue prolétarien : le renversement du capitalisme. En aucun cas, ce ne peut être pour réclamer ou attendre des lois de la part du gouvernement et de l'Etat. Cela signifie que pour atteindre cette unité et cette politisation dans le développement de ses luttes, la classe ouvrière doit prendre conscience que ceux qui prétendent la défendre sont des ennemis de classe qui l'entraînent systématiquement dans des impasses stériles. Les ouvriers doivent assimiler peu à peu l'idée qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, qu'ils ont besoin de prendre en charge eux-mêmes leurs luttes à travers des assemblées générales souveraines, des délégués de grève élus et révocables en permanence, assurant l'extension vitale de la lutte à d'autres entreprises, à d'autres secteurs, contre toutes les forces d'encadrement que sont les partis de gauche et les syndicats. Voilà quels sont les véritables besoins d'unité et de politisation de la lutte ressenties au sein de la classe ouvrière.

CBP (30 juin)

## FÊTE DE LO

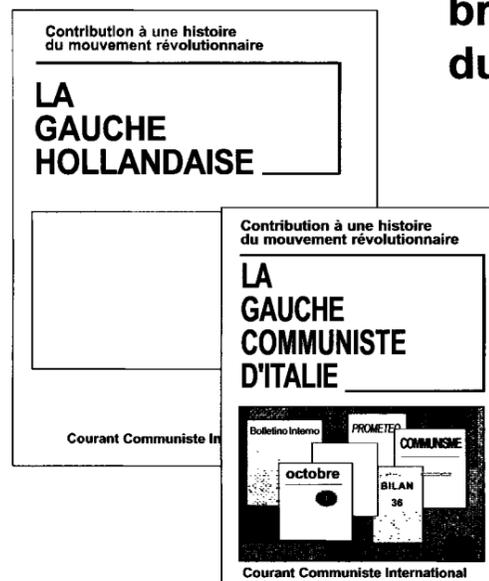
(SUITE DE LA PAGE 4)

Il a également critiqué le thème de la défense du service public, cher à LO, comme à toute la gauche et aux syndicats en démontrant que cette notion n'était qu'un mythe. Bien sûr, a-t-il avancé, il arrive que dans le service public, certains secteurs bénéficient encore d'avantages acquis et il faut se battre contre les attaques qui visent à les saper, mais cette lutte ne peut en rien être identifiée à une défense du service public. Nous sommes d'accord avec cela et tout révolutionnaire se doit de dénoncer tous ceux qui veulent enchaîner la lutte des ouvriers du service public à sa défense qui a toujours eu pour fonction de servir d'abord et avant tout les intérêts du capital national.

Pour le CCI, ces interventions qui s'opposent directement au sens que voudrait donner LO aux luttes dans sa fonction de garde-chiourme et de son rôle de rabatteur au profit des partis de gauche et des syndicats, sont bel et bien la manifestation encourageante d'une réflexion et d'une maturation réelles au sein de notre classe.

Br. (28 juin)

Lisez les brochures du CCI !



## II- La descente dans la barbarie

**Avec cette partie consacrée aux tensions impérialistes, nous poursuivons la publication de la résolution sur la situation internationale adoptée au XIVe congrès du CCI. Depuis sa rédaction, la perspective d'aggravation du chaos et des tensions guerrières qu'elle met en avant se trouve encore confirmée en différents lieux de la planète : au Moyen-Orient, dans les Balkans, en Irlande...**

5. Au début des années 1990 les médias nous annonçaient que la disparition de la surface du globe des régimes staliens fauteurs de guerre dits "communistes" inaugurerait une nouvelle ère de paix, puisque le capitalisme, dans sa forme démocratique, avait depuis longtemps cessé d'être impérialiste. Cette idéologie a été ensuite combinée avec le mythe de la mondialisation, en arguant que les rivalités entre nations relevaient désormais du passé.

Il est vrai que l'effondrement du bloc de l'est et l'éclatement de son homologue occidental qui s'en est suivi, ont supprimé une condition fondamentale pour la guerre mondiale, si on laisse de côté la question de savoir si les conditions sociales préalables pour un tel conflit existaient. Mais ce développement n'a en rien changé la réalité essentielle que les Etats-Nations capitalistes ne peuvent pas dépasser le stade de leur lutte sans merci pour dominer le monde. En fait, la fragmentation des structures et de la discipline des anciens blocs a libéré les rivalités entre nations à une échelle sans précédent, entraînant un combat de plus en plus chaotique, chacun pour soi, des plus grandes puissances mondiales jusqu'aux plus petits seigneurs de la guerre locaux. Ceci a pris la forme d'un nombre de plus en plus grand de guerres locales et régionales, autour desquelles les grandes puissances continuent d'avancer leurs pions.

6. Depuis le début, les Etats-Unis, comme gendarme du monde, ont reconnu le danger de cette nouvelle tendance et ont pris des mesures immédiates pour la contrecarrer. Ce fut la signification essentielle de la guerre du Golfe en 1991, qui a été un immense déploiement de la supériorité militaire des Etats-Unis, non pas d'abord et avant tout dirigé contre l'Irak de Saddam Hussein, mais destiné à intimider les grandes puissances rivales des Etats-Unis pour les soumettre à leur autorité. Mais bien que les Etats-Unis aient temporairement réussi à renforcer leur leadership mondial en obligeant les autres puissances à participer à leur coalition anti-Saddam, on peut juger du succès réel de leurs efforts en constatant que dix ans après, ils sont encore obligés d'utiliser la tactique du bombardement de l'Irak, et chaque fois qu'ils le font, ils sont de plus en butte aux critiques de la majorité de leurs alliés. De même, ils ont été contraints à de semblables déploiements de forces dans d'autres zones de conflit, en particulier dans les Balkans.

Tout au long de la dernière décennie, la supériorité militaire des Etats-Unis s'est montrée complètement incapable d'arrêter le développement centrifuge des rivalités inter-impérialistes. Au lieu du nouvel ordre mondial dirigé par les Etats-Unis, que lui avait promis son père, le nouveau président Bush est confronté à un désordre militaire croissant, avec une prolifération de guerres sur toute la planète :

- dans les Balkans, qui, malgré les interventions massives en 1996 et 1999, dirigées par les Etats-Unis, restent un échiquier de la tension entre les

grandes puissances et leurs agents locaux ; en 2001, dans le Kosovo "pacifié", chaque jour le sang coule, et cette brutale saignée "ethnique" s'étend maintenant en Macédoine, avec la menace de l'engagement de plusieurs puissances régionales ;

- au Moyen-Orient où les accords d'Oslo sont maintenant une ruine totale. L'escalade du conflit armé entre Israël et les Palestiniens est un coup bas pour les espoirs des Etats-Unis d'établir la "Pax americana" dans la région, et fournit des opportunités aux autres grandes puissances qui, de toute façon, n'ont pas la moindre capacité d'imposer une alternative à l'ordre américain ;

- en Tchétchénie où, bien que bénéficiant du soutien des autres grandes puissances qui n'ont aucun désir de voir la Fédération russe déchirée par une pléthore de mouvements nationalistes, le Kremlin a été incapable de venir à bout de la guerre ;

- en Afghanistan, où les différentes factions musulmanes disputent le contrôle du pays aux Talibans ;

- en Afrique, où les guerres ne sont pas que chroniques ou endémiques, depuis l'Algérie au nord jusqu'à l'Angola au Sud, mais se sont aussi étendues en importance pour devenir de véritables guerres régionales, entraînant les armées de bon nombre d'Etats voisins, comme au Congo ;

- en Extrême-Orient, où des pays comme la Birmanie ou le Cambodge continuent d'être déchirés par des combats internes, et où la Chine tend de plus en plus à faire valoir ses droits à être une puissance régionale majeure ;

- dans le sous-continent indien, où l'Inde et le Pakistan se menacent l'un l'autre en agitant leur panoplie nucléaire et où le Sri-lanka est toujours déchiré par la guerre contre les séparatistes tamouls ;

- en Amérique latine, où la tension est encore accrue par la nouvelle "guerre contre la drogue" que mènent les Etats-Unis, qui n'est en fait qu'une autre tentative de re-imposer leur autorité dans leur propre chasse gardée confrontée à l'intervention croissante de leurs rivaux européens (par exemple à travers leur soutien ouvert aux zapatistes) ;

- en Irlande, où un autre "processus de paix" a été ponctué par le bruit des bombes qui explosent et des balles des assassins, et au pays basque où la trêve a été rompue et où l'ETA s'est lancée dans une escalade de ses activités terroristes .

La liste pourrait s'allonger mais le tableau est clair. Loin d'apporter la paix et la stabilité, l'éclatement du système des blocs a considérablement accéléré le glissement du capitalisme vers la barbarie guerrière et le militarisme. La caractéristique des guerres dans la phase actuelle de la décomposition du capitalisme est qu'elles ne sont pas moins impérialistes que les guerres dans les précédentes phases de sa décadence, mais elles sont devenues plus étendues, plus incontrôlables et plus difficiles à arrêter même temporairement.

7. Dans tous ces conflits, la rivalité entre les Etats-Unis et leurs anciennes grandes puissances "alliées" a été plus ou moins masquée. Plus dans le Golfe arabo-persique et dans les Balkans, où les conflits ont pris la forme d'une "alliance" des Etats démocratiques contre les tyrans locaux ; moins en Afrique où chaque pays a agi de façon plus ouverte et séparée pour protéger ses intérêts nationaux. Officiellement, les "ennemis" des Etats-Unis, - ceux qu'ils citent pour justifier leur budget militaire toujours croissant -, sont soit des petits

Etats locaux sans scrupules, comme la Corée du nord ou l'Irak, soit leurs anciens rivaux directs de l'époque de la guerre froide, la Russie ou leur rival pendant un temps puis leur allié de cette période, la Chine. Cette dernière, en particulier, est de plus en plus identifiée comme le principal rival potentiel des Etats-Unis. Et en fait, la période récente a vu un accroissement de la tension entre les Etats-Unis et ces deux puissances - à propos de l'extension de l'OTAN vers l'Europe de l'est, la découverte d'un réseau d'espionnage russe reposant sur un ancien responsable du FBI, et en particulier à propos de l'incident de l'avion espion en Chine. Il existe aussi au sein de la bourgeoisie nord-américaine une importante fraction qui est convaincue que la Chine est effectivement le principal ennemi des Etats-Unis. Mais le développement le plus significatif de la dernière période est la multiplication de déclarations par des secteurs de la bourgeoisie européenne à propos de "l'arrogance" des Etats-Unis, en particulier après leur décision de dénoncer les accords de Kyoto sur les émissions de dioxyde de carbone et d'aller de l'avant avec leur projet anti-missiles "enfant de la guerre des étoiles". Ce dernier représente en fait une formidable offensive de l'impérialisme américain pour convertir son avance technologique en une domination planétaire sans précédent. Ce projet représente un nouveau pas dans une course aux armements de plus en plus aberrante et ne peut qu'aiguïser les antagonismes avec ses rivaux.

Ces antagonismes ont été encore plus exacerbés par la décision de former une "armée européenne" séparée de l'OTAN. Bien qu'il y ait une forte tendance à faire porter la responsabilité de la rupture croissante dans les relations Europe-Etats-Unis sur l'administration Bush, ce nouvel "anti-américanisme" n'est que la reconnaissance explicite d'une tendance qui est à l'œuvre depuis la disparition du bloc occidental au début des années 1990. Idéologiquement, il reflète une tendance qui a été aussi libérée par l'éclatement des blocs, accompagnant la tendance au chacun pour soi : la tendance vers un nouveau bloc anti-américain basé en Europe.

8. Nous sommes cependant encore loin de la formation de nouveaux blocs impérialistes, pour des raisons à la fois stratégique-militaires et politico-sociales :

- aucun Etat ou groupe d'Etats n'est capable de se mesurer à la puissance de feu des Etats-Unis. L'Allemagne, qui a le plus profité du processus de décomposition en avançant ses intérêts vers ses sphères d'influence traditionnelles comme l'Europe orientale, ne possède pas l'arme nucléaire, et, à cause de son passé, est obligée d'avancer à pas mesurés dans sa stratégie d'expansion. La France, de loin la puissance européenne la plus ouvertement anti-américaine, n'est pas capable de se présenter comme le leader potentiel d'un nouveau bloc ;

- l'"Europe" est loin d'être unie et la tendance au chacun pour soi joue sur ce continent autant que sur un autre. Bien que la France et l'Allemagne puissent être l'axe central d'un bloc européen, il y a des tensions entre elles, à la fois historiques et plus immédiates. Pour sa part, la Grande-Bretagne tend à jouer l'une contre l'autre pour les empêcher de devenir trop puissantes, tout en jouant la carte des Etats-Unis contre elles deux. Il est important de ne pas confondre le développement de la coopération économique entre les Etats européens et la formation immédiate d'une structure de

bloc dans la mesure où il n'y a pas de relation mécanique entre les intérêts économiques immédiats et les intérêts stratégiques et militaires ;

- au niveau social, il n'est pas possible de maintenir la cohésion de la société autour d'une nouvelle idéologie de guerre comparable à l'anti-fascisme des années 1930 ou à l'anti-communisme d'après-guerre, parce que la classe ouvrière n'est pas mobilisée derrière les drapeaux de la nation. La base idéologique pour la formation de nouveaux blocs n'est pas encore établie, même si le nouvel anti-américanisme nous donne un aperçu de la forme qu'elle pourrait prendre dans l'avenir.

La guerre mondiale n'est donc pas à l'ordre du jour dans le futur proche. Mais ceci ne minimise en rien les dangers contenus dans la situation actuelle. La prolifération des guerres locales, le développement des conflits régionaux entre des puissances possédant l'arme nucléaire, comme l'Inde et le Pakistan, l'extension de ces conflits vers les centres vitaux du capitalisme (comme en témoigne la guerre dans les Balkans), la nécessité pour les Etats-Unis de réaffirmer sans cesse, de tout leur poids, leur leadership déclinant, ainsi que les réactions que ceci pourrait entraîner de la part d'autres puissances, tout cela pourrait faire partie d'une terrible spirale de destruction qui pourrait saper les bases d'une future société communiste, même sans la mobilisation active du prolétariat dans les centres du capital mondial.

9. La classe dominante tend à réduire la signification globale de cette montée des tensions en cherchant, pour chaque conflit, des causes spécifiques locales, idéologiques et économiques : ici des haines raciales solidement enracinées, là des schismes religieux, le pétrole dans le Golfe, les diamants en Sierra Leone, etc. Ceci trouve souvent un écho dans les confusions du milieu prolétarien qui confond facilement une analyse matérialiste avec les efforts pour expliquer chaque conflit impérialiste en termes de profit économique immédiat qu'on peut en tirer. Bien que la plupart de ces facteurs économiques et idéologiques soient réels, ils ne peuvent expliquer les caractéristiques générales de la période dans laquelle le capitalisme est entré. Dans la période de décadence, la guerre représente de plus en plus un désastre économique, une perte sèche. Maintenir chaque conflit particulier entraîne des coûts qui dépassent largement les bénéfices qu'on peut en tirer. Ainsi, alors que de fortes pressions économiques ont certainement joué un rôle clé pour entraîner le Zimbabwe à envahir le Congo, ou l'Irak à envahir le Koweït, les complications militaires qui en suivirent ont précipité ces pays plus profondément dans la ruine. Plus généralement, le cycle crise-guerre-reconstruction, qui conférerait l'apparence d'une certaine rationalité à la guerre mondiale dans le passé, est maintenant terminé, puisque toute nouvelle guerre mondiale ne serait suivie d'aucune reconstruction. Mais aucun de ces calculs de profit ou de perte n'écarte la nécessité pour les Etats de défendre leur présence impérialiste dans le monde, de saboter les ambitions de leurs rivaux, ou d'accroître leurs budgets militaires. Au contraire, ils sont tous pris dans une logique qui échappe à leur contrôle et qui a de moins en moins de sens, même en termes capitalistes, et c'est précisément ce qui rend la situation à laquelle l'humanité doit faire face, si dangereuse et instable. Surestimer la rationalité du capital équivaut à sous-estimer la menace réelle de guerre en cette période.

10. La classe ouvrière doit donc faire face à la possibilité de se trouver entraînée dans une réaction en chaîne de guerres locales et régionales. Mais ceci n'est qu'un aspect de la menace que représente le capitalisme en décomposition.

La dernière décennie a vu toutes les conséquences de la décomposition devenir de plus en plus mortelles :

- au niveau de la vie sociale, particulièrement à travers le phénomène grandissant de "gangsterisation" : corruption au plus haut niveau des Etats, implication grandissante de la mafia et du cartel international de la drogue dans la vie politique et économique de la bourgeoisie, enrôlement des exploités et des opprimés dans des gangs locaux, qui, dans les pays de la périphérie, sont devenus des instruments de guerres impérialistes ; à ces phénomènes est liée l'extension d'idéologies extrêmement rétrogrades proposant la haine raciale ou ethnique et la "banalisation" des génocides et des massacres inter-ethniques comme au Rwanda, au Timor oriental, en Bosnie ou à Bornéo ;

- à travers l'écroulement des infrastructures de transport et de logement, faisant d'une masse de plus en plus grande de gens des victimes de toutes sortes d'accidents et de désastres (accidents de chemins de fer, inondations, tremblements de terre, etc.) ; intimentement lié à cela, la crise de l'agriculture a résulté en de nouvelles éruptions de maladies qui viennent en plus intensifier la crise qui les a produites ;

- plus généralement, au niveau de l'écosystème planétaire : de plus en plus de preuves s'accroissent sur le réchauffement global de la planète (montée de la température des mers, fonte des banquises, changements climatiques brutaux, etc.), tandis que les échecs répétés des conférences internationales sur le climat démontrent la totale incapacité des nations capitalistes à changer la situation.

Aujourd'hui, le capitalisme dresse un tableau de plus en plus clair de ce à quoi ressemble la descente vers la barbarie : une civilisation en totale désintégration, déchirée par les tempêtes, les sécheresses, les épidémies, la famine, l'empoisonnement irréversible de l'air, des sols et de l'eau ; la société devenue une hécatombe par les conflits meurtriers et les guerres de destruction réciproque qui laissent en ruines des pays entiers, et même des continents ; guerres qui empoisonnent encore plus l'atmosphère et qui deviennent encore plus fréquentes et dévastatrices par le combat désespéré des nations, régions ou fiefs locaux pour garder leurs réserves cachées de ressources allant en diminuant et de ce qui leur est nécessaire ; un monde de cauchemar où les derniers bastions de prospérité restants font claquer leurs portes de fer devant l'invasion des hordes de réfugiés fuyant la guerre et les catastrophes ; en bref un monde où la pourriture est tellement incrustée qu'il n'y a pas de retour en arrière et où la civilisation capitaliste finalement s'enfonce dans des sables mouvants qu'elle a elle-même créés. Cette apocalypse n'est pas si éloignée de ce que nous expérimentons aujourd'hui ; le visage de la barbarie est en train de prendre une forme matérielle devant nos yeux. La seule question restante est de savoir si le socialisme, la révolution prolétarienne, reste toujours une alternative vivante.

*Dans le prochain numéro de notre journal nous publierons la dernière partie consacrée à la lutte de classe, qui met en évidence que la classe ouvrière tient toujours entre ses mains les clés du futur.*

# VIE DE L'ORGANISATION

## PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

### REVOLUTION INTERNATIONALE

Mail Boxes 153  
108, rue Damremont. 75018 Paris

### ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258  
Valencia 46080 - ESPAGNE

### INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

### INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York  
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

### INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

### INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106,  
10031 Stockholm - SUEDE

### RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

### WERELD REVOLUTIE

P.O. Box 339  
2800 AH Gouda - PAYS BAS

### WORLD REVOLUTION

BM Box 869, London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

### WORLD REVOLUTION

GPO Box 668, Melbourne  
Victoria 3001. AUSTRALIE

### WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln  
ALLEMAGNE

### WELTREVOLUTION

Postfach 2216  
CH-8026 Zürich SUISSE

### REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

### COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)  
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.  
HARYANA INDIA.

## BROCHURES

### Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

### La décadence du capitalisme

(15 F + 8F/18F)

### Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F)

### Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

### Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

### Organisation communiste et conscience de classe

(25 F + 8 F/18F)

### L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

### Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

### La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21F/33F)

### La Gauche hollandaise

(120 F + 21 F/33F)

### L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

### La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

### Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

### Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(30 F + 8 F/18F)

### Comment le PCF est passé au service du capital

(20 F + 8 F/18F)

### La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(20 F + 8 F/18F)

## RÉUNIONS PUBLIQUES

(sur un sujet non encore déterminé)

**LYON : le samedi 15 septembre à 15h**  
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

**MARSEILLE : le samedi 22 septembre de 15h à 18h.**

Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

**NANTES : le samedi 22 septembre à 15 h**

Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

**PARIS : le samedi 15 septembre à 16 h**  
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

**TOULOUSE : le vendredi 21 septembre à 21h.**

Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgnette, route de Seysses, Toulouse.

**TOURS : le samedi 29 septembre à 15 h**

9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

## APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LE CCI SUR INTERNET  
[www.internationalism.org/french](http://www.internationalism.org/french)

## ABONNEMENTS

### ABONNEMENT SIMPLE

(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

### ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

### ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

### ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

-R/ : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

## SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

## QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S<sup>c</sup> Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6, pl. St André.

L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C<sup>st</sup> La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie - 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq. Le Furet du Nord, pl du Général-de-Gaulle, Lille.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7<sup>e</sup>). La Proue -15, rue Childebert (2<sup>e</sup>). A plus d'un titre - 8 rue Platières (1<sup>er</sup>).

MARSEILLE : Odeur

du Temps - 35, rue Pavillon (1<sup>er</sup>).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte -19, rue du G<sup>l</sup>-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14<sup>e</sup>). La Brèche - 27, rue Taine (12<sup>e</sup>). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5<sup>e</sup>).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M<sup>l</sup>-Leclerc.

TOULOUSE : Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC-81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

## PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

### LILLE

Permanence le samedi 15 septembre à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 8 juillet de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché ; le dimanche 2 septembre 2001, à l'occasion de la Braderie de Lille, avenue JB Lebas à la hauteur de la rue Gosselet.

### LYON

Permanence le vendredi 20 juillet à partir de 20h et le samedi 25 août au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins). En août, rendez-vous à 15h la sortie du M° Bellecour (côté rue de la République)

### MARSEILLE

Permanence le samedi 7 juillet, à partir de 15h, Cafétéria Casino, boulevard Jean Moulin, Métro Timeone-Baille.

Vente de la presse les samedis 10 février, 10 mars, 7 avril, 19 mai, 16 juin, 7 juillet, 25 août, 22 septembre de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

### NANTES

Permanence le samedi 1er septembre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

### PARIS

Permanence les samedis 21 juillet, 11 août et 1er septembre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy. Pour ces deux dernières, rendez-vous entre 18h et 18h20 devant le 27 av. de Choisy

### ROUEN

Vente de la presse le dimanche 8 juillet de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

### TOULOUSE

Permanence les vendredis- 6 juillet, 10 août et 7 septembre à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 1er juillet, 8 juillet, 12 août et 2 septembre au marché aux Puces (place St-Sermin) de 11h à 12h30.

### TOURS

Permanence le samedi 1er septembre à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

## Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300.

Paris: Réunion publique du 16 juin : JPC : 100. R : 50. Dzim : 300. Lio : 50. X : 40.

Nantes: Permanence du 12 mai : H: 300, Julie : 200.

Tours : Réunion publique du 19 mai : Gildas : 200, Geo : 200, Béatrice : 200.

Toulouse : Permanence du 5 avril : Da : 72, Jo : 100, Lu : 50, Be : 7. Réunion publique du 4 mai : Mi : 50, D: 100, Ch : 100, Ad: 50, A : 5.

Total : 2474

Courant Communiste International

2eme trimestre 2001

Revue Internationale

SITUATION INTERNATIONALE  
"Paix et prospérité" ou guerres et misère ?

10 ANS APRES LA GUERRE DU GOLFE  
Machinations, mensonges et demi-vérités

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDEAL, IL EST A L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE (X)  
1926-1936 : l'énigme russe élucidée

DÉBAT AVEC LE BIPR  
La vision marxiste et la vision opportuniste dans la politique de la construction du parti (II)

DOCUMENT : RÂTE KORRESPONDENZ (1936-1937)  
Le Groupe communiste Internationaliste de Hollande sur la question de l'URSS

CORRESPONDANCE  
Théories des crises et décadence, I

105

3 Euros- 20 FF- 120 FB- 5 FS

La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

# Il y a 130 ans, le premier assaut révolutionnaire du prolétariat

Il y a cent trente ans, avec le massacre de plus de 20 000 ouvriers lors de la Semaine sanglante, la bourgeoisie mettait fin à la première grande expérience révolutionnaire du prolétariat. Avec la Commune de Paris, c'était la première fois que la classe ouvrière s'était manifestée avec une telle force sur la scène de l'histoire. Pour la première fois, elle avait montré sa capacité à détruire l'appareil d'Etat bourgeois et à s'affirmer, ainsi, comme étant désormais la seule classe révolutionnaire de la société. A l'heure où la bourgeoisie s'efforce à tout prix de convaincre les prolétaires que, hors du capitalisme,

il n'y a aucune perspective pour l'humanité, à l'heure où elle cherche à leur inoculer un sentiment d'impuissance face à la misère et à la barbarie du monde actuel, il importe que la classe ouvrière se penche sur son propre passé, pour reprendre confiance en elle-même, en sa propre force et en l'avenir que portent ses combats. Cette formidable expérience de la Commune de Paris est là pour témoigner que, malgré l'immaturité des conditions historiques de la révolution communiste, le prolétariat se montrait déjà à cette époque comme la seule force capable de remettre en cause l'ordre capitaliste.

La Commune de Paris a constitué, pour de nombreuses générations de prolétaires, un point de référence dans l'histoire du mouvement ouvrier. En particulier, les révolutions russes de 1905 et d'Octobre 1917 étaient fortement imprégnées de son exemple et de ses enseignements avant que cette dernière ne vienne prendre le relais comme phase pour la lutte du prolétariat mondial.

Aujourd'hui, les campagnes de la bourgeoisie essaient d'enterrer définitivement aux yeux des prolétaires du monde entier l'expérience révolutionnaire d'Octobre, de les détourner de leur propre perspective en continuant à identifier le communisme avec le stalinisme. Ne pouvant utiliser la Commune de Paris pour inoculer ce même mensonge, la classe dominante a toujours essayé de récupérer cette expérience pour en masquer la véritable signification, pour la dénaturer en l'assimilant soit à un mouvement patriotique, soit à une lutte pour les libertés républicaines.

## Un combat contre le capital et non une lutte patriotique

C'est à la suite de la guerre de 1870 entre la Prusse et la France que se constitue la Commune de Paris, sept mois après la défaite de Louis Napoléon Bonaparte à Sedan. Le 4 septembre 1870, le prolétariat parisien se soulève contre les conditions de misère qui lui sont imposées par l'aventure militaire de Bonaparte. La république est proclamée alors même que les troupes de Bismarck sont aux portes de Paris. C'est la garde nationale, à l'origine composée de troupes petites-bourgeoises qui, désormais, va assurer la défense de la capitale contre l'ennemi prussien. Les ouvriers, qui commencent à souffrir de la famine, s'y engagent en masse et vont bientôt constituer l'essentiel de ses troupes. Mais, contrairement aux mensonges de la bourgeoisie qui ne veut nous faire voir dans cet épisode que la résistance du "peuple" de Paris contre l'envahisseur prussien, très vite, cette lutte pour la défense de Paris assiégé va céder la place à l'explosion des antagonismes irréconciliables entre les deux classes fonda-

mentales de la société, le prolétariat et la bourgeoisie. En effet, après 131 jours de siège de la capitale, le gouvernement capitule et signe un armistice avec l'armée prussienne. Dès la fin des hostilités avec Bismarck, Thiers, nouveau chef du gouvernement républicain, comprend qu'il faut immédiatement désarmer le prolétariat parisien car celui-ci constitue une menace pour la classe dominante. Le 18 mars 1871, Thiers va essayer d'utiliser la ruse pour parvenir à ses fins : arguant du fait que les armes sont la propriété de l'Etat, il envoie des troupes dérober l'artillerie de la garde nationale, composée de plus de 200 canons, que les ouvriers avaient cachée à Montmartre et Belleville. Mais cette tentative échoue grâce à la résistance farouche des ouvriers et au mouvement de fraternisation entre les soldats et la population parisienne. C'est l'échec de cette tentative de désarmement de la capitale qui va mettre le feu aux poudres et déclencher la guerre civile entre les ouvriers parisiens et le gouvernement bourgeois réfugié à Versailles. Le 18 mars, le comité central de la garde nationale, qui assurait provisoirement le pouvoir, déclare : *"Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure est arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques. (...) Le prolétariat a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses destinées, et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir."* Le même jour, il annonce la tenue immédiate d'élections au suffrage universel. La Commune, élue le 26 mars et composée de délégués des différents arrondissements, sera proclamée deux jours plus tard. Plusieurs tendances seront représentées en son sein : la majorité, où dominent les blanquistes, et la minorité, dont les membres seront surtout des socialistes proudhoniens rattachés à l'Association Internationale des Travailleurs (la Première Internationale).

Immédiatement, le gouvernement de Versailles va riposter pour reprendre Paris tombé aux mains de la classe ou-

vière, cette "vile canaille", selon les termes de Thiers : les bombardements de la capitale que dénonçait la bourgeoisie française lorsqu'ils étaient l'oeuvre de l'armée prussienne ne cessent pas pendant les deux mois que durera la Commune.

Ainsi, loin d'avoir été un mouvement pour la défense de la patrie contre l'ennemi extérieur, c'est bien pour se défendre contre l'ennemi intérieur, contre "sa" propre bourgeoisie représentée par le gouvernement de Versailles, que le prolétariat parisien refusa de remettre les armes à ses exploiters et instaura la Commune.

## Un combat pour la destruction de l'Etat bourgeois et non pour les libertés républicaines

La bourgeoisie a toujours eu besoin, en travestissant l'histoire, de s'appuyer sur les apparences pour distiller les pires mensonges. Ainsi, c'est en se fondant sur le fait que la Commune se revendiquait effectivement des principes de 1789 qu'elle a toujours cherché à rabaisser cette première expérience révolutionnaire du prolétariat au niveau d'une vulgaire lutte pour les libertés républicaines, pour la démocratie bourgeoise contre les troupes monarchistes derrière lesquelles s'était ralliée la bourgeoisie française. Mais ce n'était pas dans les habits que le jeune prolétariat de 1871 avait revêtus que se trouvait l'esprit véritable de la Commune. C'est ce qu'il portait déjà comme perspective d'avenir qui fait de ce mouvement une étape de première importance dans la lutte du prolétariat mondial pour son émancipation. C'était la première fois dans l'histoire que, dans une capitale, le pouvoir officiel de la bourgeoisie avait été renversé. Et ce gigantesque combat était bien l'oeuvre du prolétariat, d'un prolétariat certes encore très peu développé, à peine sorti de l'artisanat, traînant encore derrière lui le poids de la petite-bourgeoisie et de multiples illusions issues de 1789. Mais c'était bien cette classe, et aucune autre, qui avait constitué le moteur et l'élément dynamique de la Commune. Ainsi, alors que la révolu-

tion n'était pas encore à l'ordre du jour (tant du fait de l'immaturité de la classe ouvrière que d'une situation où le capitalisme n'avait pas encore épuisé toutes ses capacités à développer les forces productives), la Commune annonçait déjà avec fracas la direction dans laquelle allaient s'engager les futurs combats prolétaires.

Et si la Commune a pu reprendre à son propre compte les principes de la révolution bourgeoise, ce n'est certainement pas pour leur donner le même contenu. Pour la bourgeoisie, la "liberté" veut dire liberté du commerce et d'exploiter le travail salarié ; l'"égalité" n'est rien d'autre que l'égalité juridique entre capitalistes et contre les privilèges de la noblesse ; la "fraternité" est interprétée comme l'harmonie entre le capital et le travail, c'est-à-dire la soumission des exploités aux exploiters. Pour les ouvriers de la Commune, "Liberté, Egalité, Fraternité" signifiait l'abolition de l'esclavage salarié, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la société divisée en classes. Cette perspective d'un autre monde qu'annonçait déjà la Commune, on la retrouve justement dans le mode d'organisation de la vie sociale que la classe ouvrière a été capable d'instaurer pendant deux mois. Car ce sont bien les mesures économiques et politiques impulsées par le prolétariat parisien qui confèrent à ce mouvement sa véritable nature de classe, et non les mots d'ordre du passé dont il se réclamait.

Ainsi, deux jours après sa proclamation, la Commune affirme son pouvoir en s'attaquant immédiatement à l'appareil d'Etat à travers l'adoption de toute une série de mesures politiques : suppression de la police des moeurs, de l'armée permanente et de la conscription (la seule force armée reconnue étant la garde nationale), destruction de toutes les administrations d'Etat, confiscation des biens du clergé, déclarés propriété publique, destruction de la guillotine, école gratuite et obligatoire, etc., sans compter les différentes mesures symboliques telle la démolition de la colonne Vendôme, emblème du chauvinisme de la classe dominante

érigé par Napoléon Ier. Le même jour, la Commune affirme encore son caractère prolétarien en déclarant que "le drapeau de la Commune est celui de la République universelle". Ce principe de l'internationalisme prolétarien est notamment affiché clairement par le fait que les étrangers élus à la Commune (tels le polonais Dombrowski, responsable de la Défense, et le hongrois Frankel, chargé du Travail) seront confirmés dans leurs fonctions.

Et parmi toutes ces mesures politiques, il en est une qui vient particulièrement démentir l'idée selon laquelle le prolétariat parisien se serait insurgé pour la défense de la République démocratique : la révocabilité permanente des membres de la Commune, responsables devant l'ensemble de ceux qui les avaient élus. Ainsi, bien avant que ne surgisse, avec la révolution russe de 1905, les conseils ouvriers, cette "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat", comme le disait Lénine, ce principe de la révocabilité des charges que se donnait le prolétariat pour la prise du pouvoir vient encore confirmer la nature prolétarienne de la Commune. En effet, alors que la dictature bourgeoise, dont l'Etat "démocratique" n'est que la variante la plus pernicieuse, concentre tout le pouvoir d'Etat de la classe exploitée entre les mains d'une minorité pour opprimer et exploiter l'immense majorité des producteurs, le principe de la révocabilité permanente est la condition pour qu'aucune instance de pouvoir ne s'impose au-dessus de la société. Seule une classe qui vise à l'abolition de toute domination d'une minorité d'opresseurs sur l'ensemble de la société peut prendre en charge cette forme d'exercice du pouvoir.

Et c'est justement parce que les mesures politiques prises par la Commune traduisaient clairement le caractère prolétarien de ce mouvement que les mesures économiques, bien que limitées, ne pouvaient aller que dans le sens de la défense des intérêts de la classe ouvrière : gratuité des loyers, suppression du travail de nuit pour certaines corporations telle celle des boulangers,

(SUITE PAGE 6)

## NOS POSITIONS

\* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1889-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.